

La manifestation. La production de l'événement politique

Monsieur Patrick Champagne

Citer ce document / Cite this document :

Champagne Patrick. La manifestation. La production de l'événement politique. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 19-41;

doi : <https://doi.org/10.3406/arss.1984.3329>

https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1984_num_52_1_3329

Fichier pdf généré le 22/03/2019

Zusammenfassung

Demonstration — die Erzeugung eines politischen Ereignisses.

Jene Demonstration am 23. März in Paris, bei der mehrere Tausend Landwirte dem Aufruf der beiden Bauernverbände (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles und Centre national des jeunes agriculteurs) folgten, bietet einen interessanten Fall, anhand dessen sich sehr gut erfassen läßt, worum es in den meisten Demonstrationen zentral geht. Symbolhaft — theatralische Darstellungen von Protestgruppen, die stellvertretend für ganze soziale Kategorien dastehen möchten, sind Demonstrationen vorab für die Presse bestimmt : sie verwandelt jene Aktionen in politische Ereignisse. Nach der Analyse der Bedingungen der symbolischen Wirksamkeit der öffentlichen Protestaktion, d.h. der sozialen Bedingungen der Erzeugung eines «journalistischen Ereignisses», geht der Autor im weiteren der Frage des Erzeugungsprozesses sozialer Kollektive nach, die weniger reale Gruppen sind denn im wahrsten Sinne des Wortes durch und für die Politik geschaffene metaphysische Gruppen.

Abstract

Demonstrations : The Production of Political Events.

The demonstration on 23 March 1982 by several thousand farmers called out by the Federation nationale des syndicats d'exploitants agricoles and the Centre national des jeunes agriculteurs is a particularly interesting case in bringing to light the major stakes that are present in most demonstrations. These symbolic, theatricalized exhibitions by protest groups which present themselves as representative of whole social categories are principally designed for the press, which transforms these actions into political events. Having analysed the conditions of the symbolic efficacy of the action of public protest, i.e. the social conditions of production of the «journalistic event», the author considers the process of the creation of social collectives which are not so much real groups as genuine metaphysical groups produced by and for politics.

Résumé

La manifestation. La production de l'événement politique.

La manifestation qui, le 23 mars 1982, regroupa à Paris plusieurs milliers d'agriculteurs à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et du Centre national des jeunes agriculteurs constitue un cas particulièrement intéressant pour saisir les enjeux majeurs présents dans la plupart des manifestations. Exhibitions symboliques et théâtralisées de groupes de protestation qui se veulent représentatifs de catégories sociales tout entières, les manifestations sont surtout destinées à la presse qui transforme ces actions en événements politiques. Après avoir analysé les conditions de l'efficacité symbolique de l'action de protestation publique, c'est-à-dire les conditions sociales de production de «l'événement journalistique», l'auteur s'interroge sur le processus de fabrication des collectifs sociaux qui sont moins des groupes réels que de véritables groupes métaphysiques produits par et pour la politique.

IFESTATION

la production de l'événement politique

«Peuple : Nom collectif difficile à définir parce qu'on s'en forme des idées différentes dans les divers lieux, dans les divers temps et selon la nature des gouvernements».

Article de *L'Encyclopédie* (1765) rédigé par de Jaucourt

«Je ne suis ni le courtisan, ni le modérateur, ni le tribun, ni le défenseur du peuple ; je suis peuple moi-même».

Robespierre, 1791

Reconstitution

Le 23 mars 1982, à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs — 58 000 selon la préfecture de police et plus de 100 000 selon les syndicats — sont venus de nombreuses régions de France, par cars et par trains, défiler dans la capitale. Dès le matin, avaient été distribuées aux Parisiens, à la sortie des gares et des stations de métro, 200 000 brochures de huit pages rédigées par la FNSEA et le CNJA, et intitulées «Paris, les paysans viennent à ta rencontre» qui visaient à «rétablir la vérité» sur un certain nombre de reproches que les citadins feraient aux agriculteurs (ils recevraient trop de subventions, ne paieraient pas assez d'impôts, pollueraient la nature, exerceraient de mauvais traitements sur les animaux, etc.). Le cortège partait de la place de la Nation pour arriver, après un parcours de 7 km passant par la place de la République et la gare de l'Est, au pavillon Baltard, où les responsables syndicaux, installés à une tribune drapée de blanc et de vert, devaient prononcer leurs discours durant la fin de l'après-midi avant que les agriculteurs, le soir venu, ne retournent chez eux. Le défilé avait commencé vers 11 heures. Une vingtaine de tracteurs ouvraient le cortège dont un très vieux Lanz de couleur grise fabriqué en 1933 ; derrière une énorme banderole portant les sigles de la FNSEA et du CNJA, se tenaient les responsables nationaux de ces mouvements syndicaux avec, au premier rang, François Guillaume, en veste de cuir et col roulé,

et Michel Fau, le président du CNJA. Plus en retrait, se tenaient d'autres dirigeants dont Michel Debatisse, ex-président de la FNSEA qui fut, sous la présidence de Giscard d'Estaing, secrétaire d'État à l'agriculture. Venait ensuite le cortège proprement dit, composé, en grande partie, de jeunes agriculteurs (les femmes et les agriculteurs âgés étaient rares), d'où émergeait une véritable forêt de banderoles indiquant l'origine géographique des délégations et de nombreuses pancartes portant des dessins humoristiques et des slogans d'inspirations très diverses : outre les caricatures et les formules stigmatisant sur un mode ironique les responsables politiques («Cresson démission», «pas de Cresson, de l'oseille», «la poule au pot», Thatcher, Cresson au bouillon», «Thatcher en enfer, Cresson aux cochons», «Édith le bon foin me nourrit mieux que tes discours»), diverses pancartes exprimaient des revendications économiques précises liées notamment à la fixation des prix agricoles par Bruxelles au 1er avril : «16 % d'augmentation au 1er avril», «réduction des coûts de production», «un tracteur en 1971 = 25 000 litres de lait, en 1981 = 86 000 litres», «nous refusons de réduire la production», «arrêt des importations de porcs étrangers», «la traite 365 jours par an, ça mérite d'être payé», «le manioc à Rotterdam, c'est le chômage en France», «une exploitation de moins, deux chômeurs de plus» ; d'autres réclamaient une juste place dans la société pour les agriculteurs : «la justice, pas la charité», «pas d'aumône mais la justice», «nous voulons vivre de notre travail, pas de l'aumône», «le pétrole vert, c'est nous !», «2 francs le pain, 20 centimes le blé», «le lait du dimanche est au même prix que celui des autres jours de la semaine» ; d'autres enfin demandaient que le changement politique de mai 1981 favorise également l'agriculture : «y'en a marre des promesses», «le changement ça vous va ?», «le changement pour nous aussi», «paysan d'accord, moujik jamais». Quelques pancartes évoquaient, menaçantes, les violences paysannes traditionnelles («attention, suis découragé, deviens enragé», «le paysan devient méchant, quand on le trompe il se défend», «Jacquou le croquant n'est

pas mort») et le refus de se laisser exploiter par les citadins : «Citadin, tu vis bien mais tu pourrais avoir faim», «si nous ne faisons que 39 h, vous seriez obligés d'en faire 80 pour payer votre bouffe», «citadins, sans paysans vous crevez», «les mamelles de la France ont marre de se faire traire».

Silencieux au cours du défilé (pas de slogans scandés — sauf quelques rares «Bravo Guillaume» et «Cresson démission» — ni de mégaphones hurlant des mots d'ordre), le cortège fut cependant très bruyant, certains agriculteurs faisant exploser tout au long du parcours des pétards et des fusées servant d'ordinaire à faire fuir les corbeaux, tandis que d'autres, tels les producteurs de lait de l'Ouest, traînaient derrière eux, sur la chaussée, des bidons de lait vides et très sonores, ou tels les Savoyards, faisaient sonner des cloches à vache. Parmi les autres traits spécifiques et, pourrait-on dire, «folkloriques» de cette manifestation d'agriculteurs, on pouvait noter également la présence de quelques animaux symbolisant le monde agricole : un petit cochon mort accroché à une pancarte ; un mouton vivant nommé «Kiki», surmonté d'une pancarte sur laquelle était inscrite «Cresson Ras-le-bol», et qui, selon son propriétaire, un agriculteur portant un costume rayé qui le tenait en laisse, participait, telle une mascotte, à toutes les manifestations depuis sept ans ; enfin quelques vaches amenées rue Cognacq-Jay devant l'immeuble de la télévision. Autre touche «folklorique», les couleurs vives de quelques costumes régionaux (casquettes vert et jaune des manifestants du Gers, blouses bleues des paysans de l'Aube, etc.) qui émergeaient çà et là du flot des anoraks et parkas gris ou kakis des jeunes agriculteurs et des vestes en gros velours et casquettes à carreaux des agriculteurs plus âgés. Enfin, certains manifestants profitant de leur montée impromptue à Paris faisaient à toute vitesse les magasins situés sur le parcours (en particulier les marchands de chaussures qui feront, dit-on, beaucoup de ventes ce jour-là) ou s'attablaient pour discuter dans les cafés situés à proximité du défilé. Cet aspect rural et provincial se retrouvait enfin dans l'atmosphère de kermesse qui accueillait l'arrivée des manifestants dans la Halle de Pantin :

sur un fond sonore hurlant des salsas, biguines et chants folkloriques, le vice-président de la FNSEA saluait «chaque délégation départementale» avec des couplets de bonimenteur («les pieds dans l'eau, la tête dans les Cévennes, voici l'Hérault»...). Lors du meeting qui, vers 16 h, clôturait la manifestation, neuf orateurs se succédèrent à la tribune qui rassemblait les grandes organisations professionnelles. Les interventions des leaders syndicaux du CNJA (Michel Fau) et de la FNSEA (François Guillaume) devaient conclure le meeting. Michel Fau déclara notamment que cette «journée historique» était un «avertissement solennel» adressé aux Pouvoirs publics et à ceux «qui ont voulu diviser et affaiblir le syndicalisme» et critiqua «les grands penseurs qui doivent revenir sur terre et accepter que les paysans aient leurs propres idées pour conduire leur avenir». François Guillaume, après avoir souligné l'unité et la solidarité des

paysans au sein de la FNSEA dénonça les «projets gouvernementaux, plus marqués du sceau de la doctrine que du réalisme des situations», et marqua son opposition aux offices fonciers qui cachent une «étatisation des marchés». Il fixa à 16 % le niveau d'augmentation nécessaire pour les prix agricoles et après avoir déclaré que «la FNSEA est plus vivante et plus forte que jamais» et qu'«il est grand temps que le Gouvernement en prenne conscience et en tire les conséquences», il conclut enfin sur «la sympathie du peuple de France acquise aux paysans».

Quelques incidents mineurs marquèrent le déroulement du défilé : des pneus de tracteurs furent brûlés ici et là sur la chaussée ; un syndicaliste ouvrier ayant fait un «bras d'honneur» à l'intention du cortège paysan depuis la Bourse du travail, celle-ci fut littéralement bombardée de fusées, d'œufs pourris et de pierres qui brisèrent de

nombreuses vitres ; devant la permanence, boulevard Magenta, du Parti socialiste, des agriculteurs scandèrent des slogans hostiles («fainéants», «pourris») ; enfin, des œufs furent lancés contre un bureau de la Sécurité sociale. D'une manière générale, cependant, la manifestation paraît avoir été bien contrôlée comme le souhaitaient ses organisateurs : des consignes très strictes avaient été données aux manifestants (y compris d'éviter de boire des boissons alcoolisées) ; un service d'ordre important avait été mis sur pied pour prévenir tout incident, certains militants, pour s'attirer la sympathie des automobilistes parisiens bloqués aux carrefours, allant même jusqu'à s'excuser, par mégaphone, «du dérangement». Le défilé s'est déroulé d'une façon générale dans une grande indifférence, la population parisienne étant peu nombreuse le long du parcours et ne manifestant guère son approbation ou sa désapprobation (1).

Une manifestation très dispersée

Tel pourrait être le récit «objectif» d'une manifestation banale — ce n'est pas la première fois qu'une «catégorie sociale» manifeste dans les rues de Paris —, quoique un peu inhabituelle — les agriculteurs, en dehors du Salon de l'agriculture, montant rarement aussi nombreux à Paris. Mais cette reconstitution «historique» a-t-elle un sens ? La manifestation a-t-elle existé pour quelqu'un sous cette forme «objective» ? Cette description pourrait n'être, en fait, qu'un artefact qui, à la manière des généalogies des ethnologues, est le produit abstrait d'un travail spécifique de totalisation d'autant plus imparfait et incomplet qu'il porte, ici, sur un type d'événement par essence intotalisable. Et, en premier lieu, pour les participants eux-mêmes qui ne voient qu'une petite partie de la manifestation et, bien souvent, tentent désespérément, en montant sur un banc ou en sautant sur place, d'avoir une vue d'ensemble de la manifestation à laquelle ils participent. A la fois acteurs et spectateurs, les participants attendent l'événement, prévu ou

imprévu, souhaité ou redouté, qui ne peut manquer de surgir dans une action qui se veut elle-même événement : on cherche à voir quelque chose sans trop savoir quoi, un leader, un incident ou quelqu'un que l'on connaît ; certains se déplacent dans le cortège, au gré des attroupements qui se font et se défont, écoutant et répercutant les rumeurs les plus incontrôlées qui surgissent, sans que l'on sache jamais d'où.

Les journalistes eux-mêmes, pourtant spectateurs professionnels dont le métier consiste précisément à «couvrir l'événement» et qui, outre les informations fournies par les organisateurs, disposent de moyens techniques permettant d'en suivre le plus complètement le déroulement (reporters à motos, photographes, magnétophones, équipes mobiles prêtes à intervenir, radio-téléphones, etc.) ou d'en avoir une vue «en survol» (hélicoptère), ne peuvent davantage tout voir ni tout saisir, tant ce type d'événement est le produit de milliers d'actions, plus ou moins bien orchestrées et contrôlées, même dans un défilé organisé et, a fortiori, dans les manifestations plus spontanées. Mais surtout la description objectiviste laisse échapper le fait que l'un des enjeux les plus spécifiques de ce type d'action collective réside précisément dans la lutte, notamment contre le groupe qui manifeste et la presse, pour l'imposition d'une image sociale de l'événement. Lutte particulièrement visible ici puisqu'elle était en quelque sorte au second degré, la manifestation agricole se donnant explicitement pour but de changer l'image, plutôt négative, que les citadins (et la presse) se font du monde agricole.

Ce qui est dit et vu de l'événement est le produit de la rencontre entre les propriétés du groupe qui se donne à voir et les catégories de perception, sociales et politiques, du groupe social formé par les journalistes. La pluralité incontrôlable des actions commises au cours de ces grands mouvements collectifs, l'incertitude des évaluations numériques des participants et la diversité des «motivations» engagées laissent à la presse un large pouvoir de constitution de l'événement : il n'existe pas une manifestation objective mais des représentations, plus ou moins contradictoires, de la manifestation par les différents supports de presse.

1—Cette reconstitution de la manifestation du 23 mars 1982 a été faite, en excluant volontairement le témoignage direct, à partir d'interviews, d'analyses de photographies et du relevé exhaustif des descriptions auxquelles elle a donné lieu, tant dans la presse quotidienne parisienne (*Le Figaro*, *France-Soir*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Quotidien de Paris*, *L'Humanité*, *Le Matin*) que dans la presse de province (*Ouest-France*), tant dans la presse hebdomadaire parisienne (*Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Nouvel économiste*, *La Vie française*, *Les Nouvelles littéraires*, *L'Expansion*) que dans la presse syndicale (*L'Information agricole*, organe de la FNSEA, *Jeunes agriculteurs*, organe du CNJA, *La Terre et l'exploitant familial*, organe du MODEF, *Paysans*, organe de l'Ifocap, *L'Action agricole de Touraine*, organe de la FFA d'Indre-et-Loire, *Le Paysan nantais*, organe de la FDSEA de Loire-Atlantique) et dans la presse agricole (*Le Producteur agricole français* et *Agrisept*). Sur le syndicalisme agricole, voir l'encadré.

Nombre d'analyses de cet article qui concernent notamment les phénomènes de représentation, doivent beaucoup aux réflexions suscitées par les leçons du Collège de France que Pierre Bourdieu a consacrées en 1981 à la genèse sociale des groupes. Je tiens également à remercier Yvette Delsaut, Remi Lenoir et Monique de Saint Martin pour leur lecture attentive d'une première version de ce texte ainsi que Alain Guillemin pour les nombreuses discussions que nous avons eues ensemble sur les manifestations paysannes.

La perception par le champ journalistique de cette manifestation s'est organisée autour de l'opposition politique gauche/droite qui a conduit les quotidiens à sélectionner, parmi les faits observables, certains traits en fonction d'une « ligne politique » plus ou moins explicite. Pour *L'Humanité* (24 mars 1982), la manifestation fut « ratée » et donna lieu à des incidents scandaleux : « Une manifestation d'agriculteurs s'est déroulée hier à Paris. Ils étaient environ 60 000 à défilé de la Nation à la Porte de Pantin. Les organisateurs en attendaient 100 000. On comprend que beaucoup d'exploitants familiaux – qui ont des revendications fort justifiées – n'acceptent pas de défilé derrière ceux qui sont cause de leurs difficultés ». A propos des « actes inadmissibles » commis à la Bourse du travail, *L'Humanité* reproduit le communiqué de la CGT : « Ces actes méprisables et les cris de mise à mort à l'encontre de la CGT relèvent de méthodes fascistes ». Le quotidien communiste conclut enfin : « Le comportement d'un certain nombre de manifestants et de quelques responsables pendant le défilé n'était pas de nature à améliorer la compréhension des problèmes paysans par les citadins ». A l'opposé, pour *Le Figaro* (24 mars) qui soutient les organisateurs et reprend leurs propos, la manifestation fut une grande réussite tant par le nombre de manifestants que par l'accueil que la population parisienne lui a réservé : le journaliste du *Figaro* a compté « plus de 100 000 agriculteurs qui ont procédé à une démonstration pacifique » ; « le contact avec les Parisiens a bien passé ». Pour *Le Monde* et *Libération*, la ligne politique s'exprime moins dans la description du défilé lui-même qui se veut exacte et irréprochable que dans les commentaires qui l'accompagnent : les deux quotidiens notent la relative indifférence de la population parisienne au défilé ainsi que l'agressivité larvée des manifestants. *France-Soir* et *Le Parisien libéré* ne semblent pas savoir comment traiter l'événement ni comment l'intégrer dans une ligne politique claire : *France-Soir* se borne au stéréotype de la manifestation « responsable » (« les paysans sont trop conscients de la gravité de la situation : ils ne sont venus ici ni pour s'amuser, ni pour casser ») tandis que *Le Parisien libéré* adopte le point de vue du spectateur populaire et du badaud (« l'ambiance était à la bonne humeur, (les paysans) voulaient seulement dire qu'ils existaient. Tout en plaisantant et s'amusant » ; « les Parisiens ont fait bon accueil à ces joyeux manifestants. De leur balcon, du trottoir, ils applaudissaient le cortège »).

Si ce processus, bien connu, de constitution de l'événement par chaque support de presse a pris cependant, dans le cas de la manifestation des agriculteurs, une forme limite, les récits de l'événement étant particulièrement contradictoires, c'est que la diversité des structures de perception politiques et sociales des journalistes a rencontré ici une réalité elle-même exceptionnellement dispersée. *Le Parisien libéré* peut choisir comme paysan représentatif un paysan traditionnel de l'Ouest avec sa « veste à carreaux et sa casquette à chevrons sur la tête » dont le « visage buriné par le grand air se renfroge ». *Le Quotidien de Paris* un jeune agriculteur « qui n'aurait pas détonné dans une manif d'étudiants avec ses lunettes d'écaillé, son costume de laine et sa coiffure Sciences-Po » et *Libération* un « riche paysan de gauche » dont « l'allure vestimentaire attire l'œil : jeans, baskets, veste d'un bleu très vif ». Les changements fréquents d'allure et de vêtements de François Guillaume, loin d'être anecdotiques, trahissent les stratégies complexes de présentation de soi du représentant d'une catégorie aussi éclatée : défilant le matin avec les agriculteurs, il veut sans doute signifier, en portant col roulé, veste de cuir et mocassins, qu'il est un paysan de base, c'est-à-dire du bas ; lorsqu'il s'adresse l'après-midi aux agriculteurs (et aux caméras de télévision), il porte un costume gris très strict et une cravate rouge très télégénique comme pour marquer la respectabilité bourgeoise du négociateur responsable dont l'élégance et le langage n'ont rien à envier à ceux des citadins (2).

Il n'existe sans doute pas de « catégorie sociale » qui ne soit aussi dispersée aujourd'hui que celle des agriculteurs, tant dans sa composition interne que

Illustration non autorisée à la diffusion

Des manifestants à la fois acteurs et spectateurs lors du défilé des agriculteurs à Paris le 23 mars 1982.

dans ses modes d'action et de protestation. Produite en partie par l'histoire qui agit encore aujourd'hui sous la forme cristallisée d'institutions politiques ou sociales et par des stratégies d'ordre politique, la catégorie « agriculteurs » tend à rassembler une population particulièrement hétérogène : économiquement très divers, tant sous le rapport du mode de production (et des chances de survie ou de développement) que des productions (viticulture, élevage, céréales, produits maraîchers, etc.), les agriculteurs sont géographiquement dispersés sur l'ensemble du territoire. Comment une population aussi hétérogène a-t-elle pu se mobiliser et présenter toutes les apparences de l'unité et de la solidarité en dépit d'un « individualisme agraire », selon l'expression de Marc Bloch, encore prégnant et de liens locaux encore puissants qui font partiellement écran à l'établissement de solidarités plus larges ? Sans doute le syndicalisme agricole joue-t-il pour une part le rôle de « liaison nationale » nécessaire pour unifier l'action d'une population ainsi atomisée. Mais il est moins sûr qu'il existe cette forte « similitude d'intérêts », autre élément indispensable selon Marx, pour que l'on puisse parler d'une « classe sociale paysanne » (3).

2—Sur les stratégies de présentation des dirigeants agricoles, voir S. Maresca, La représentation de la paysannerie, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, mai 1981, pp. 3-18.

3—« Les millions de familles paysannes [ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique ». K. Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales, 1963, p. 105.

La question de «l'unité de la paysannerie» est moins une question scientifique que, en grande partie, le produit d'actions politiques, l'État, avec tout le poids institutionnel qu'il représente, n'étant pas un des derniers à intervenir dans ce domaine (4). Ainsi, la création en 1881 par Gambetta d'un Ministère de l'agriculture (distinct du Ministère du commerce et des travaux publics), la mise en place à partir de 1927 dans chaque département des Chambres d'agriculture et la création en 1935 de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (assemblée qui regroupe à Paris tous les présidents des chambres d'agriculture), l'instauration, sous Vichy, de la Corporation paysanne ou encore la reconnaissance de fait d'un monopole de représentation à la FNSEA furent autant de décisions politiques mettant en place des institutions professionnelles et corporatives qui s'appuyaient sur une conception unitaire du monde agricole («la civilisation agraire») et qui ne pouvaient que renforcer la croyance, partiellement fondée, en l'unité du monde paysan. Nombre d'institutions ont été créées qui, comme le Crédit agricole, la Mutualité sociale agricole ou les offices professionnels par produits, organisent une sorte de solidarité obligatoire à l'intérieur du monde agricole (5). Ce n'est qu'en 1982 qu'ont abouti les travaux entrepris à l'INSEE visant à subdiviser la catégorie socio-professionnelle «agriculteurs» que la plupart des spécialistes en sciences humaines s'accordaient à trouver inutilisable, tant son hétérogénéité interne était grande. Trois subdivisions grossières ont été établies qui permettent de décomposer la population agricole selon la taille économique de l'exploitation. En 1982, l'INSEE évaluait à 1 516 000 le nombre d'agriculteurs (soit 6,5 % de

l'ensemble de la population active) qu'elle décomposait de la manière suivante : 730 000 agriculteurs sur petite exploitation (soit 48,1 % de l'ensemble des agriculteurs) dont 21 % seulement avaient moins de 40 ans ; 456 000 agriculteurs sur moyenne exploitation (soit 30,1 %) dont 29 % avaient moins de 40 ans et 330 000 agriculteurs sur grande exploitation (soit 21,8 % seulement des agriculteurs) dont 35 % avaient moins de 40 ans (ce qui indique pour cette catégorie une probabilité de reproduction plus grande)(6).

4—C'est une intervention du même ordre de l'État dans les classements sociaux qu'analyse par exemple Moshe Lewin à propos de l'Union soviétique où la désignation comme «koulak», avec les conséquences tragiques que cela impliquait, relevait de critères, variables selon les périodes, édictés par l'État. Cf. M. Lewin, *L'État et les classes sociales en URSS 1929-1933, Actes de la recherche en sciences sociales*, 1, fév. 1976, pp. 2-31.

5—Sur ces formes institutionnalisées de solidarité, particulièrement développées dans le milieu agricole, qui tendent à briser l'isolement des agriculteurs, voir H. Nouyrit, *Causes et conséquences des solidarités en agriculture, Économie rurale*, 152, nov.-déc. 1982, pp. 44-48.

6—A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot, *L'identité sociale dans le travail statistique. La nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles, Économie et statistique*, 152, fév. 1983, p. 65.

Le syndicalisme agricole : un syndicalisme unique

Une manifestation est une action qui se donne à voir et la plus grande partie du public, placé en position de spectateur, ne verra que ce qu'on lui a donné à voir, médiatisé par le champ journalistique. Mais une manifestation n'est qu'un moment dans l'histoire d'un groupe social ou d'une organisation syndicale ; aussi pour comprendre cet événement, à la fois ponctuel et conjoncturel, est-il nécessaire de resituer cette action dans un contexte plus large et de rappeler quelques données historiques surtout lorsque, comme dans le cas des agriculteurs, l'histoire participe aussi directement à la définition contemporaine du groupe.

Si, à l'origine, le syndicalisme agricole a été marqué par une très forte rivalité entre deux courants, cette rivalité avait une base extérieure à la paysannerie elle-même, plus politique que fondée, comme c'est partiellement le cas aujourd'hui, sur une différenciation interne à la paysannerie : créée en 1867 à l'initiative de grands propriétaires fonciers, la Société des agriculteurs de France se transformait en 1886 en Union centrale des syndicats agricoles tandis que les républicains créaient, en 1880, la Société nationale d'encouragement à l'agriculture qui sera à l'origine de la Fédération des syndicats agricoles, organisation concurrente créée en 1909. Cette division syndicale qui, en dépit de tentatives de réunification, se maintiendra jusqu'à la seconde guerre mondiale, recoupait en gros la division droite/gauche, la paysannerie étant prise comme enjeu politique et électoral par le champ politique. La non-spécificité de cette opposition, partiellement externe aux intérêts propres attachés aux différentes fractions composant la paysannerie, transparaît dans la création, dans l'entre-deux-guerres, de syndicats «verticaux», c'est-à-dire de groupements professionnels par produits (Association générale des producteurs de blé, Confédération générale de la betterave, Confédération du lait, pour ne citer que les plus importants) qui se montrèrent plus efficaces parce que plus ajustés à défendre des intérêts spécifiques de producteurs spécialisés. C'est le gouvernement de Vichy qui impose le syndicalisme unique avec la «Corporation paysanne». A la Libération est créée la Confédération générale de l'agriculture (CGA) qui regroupe toutes les branches de l'agriculture (les exploitants agricoles, la coopération, la mutualité, le crédit, les techniciens et les ouvriers agricoles) ; mais assez

rapidement, les exploitants agricoles, regroupés dans la Fédération nationale des exploitants agricoles (FNSEA), prennent une place prépondérante qui éclipse la CGA. Si la FNSEA, créée en 1947, avec sa branche cadette, le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), se trouve ainsi installée après la guerre en situation de quasi monopole pour représenter les agriculteurs, cette unité syndicale sera constamment menacée, moins par des clivages proprement politiques que par les contradictions qui «travaillent» une population fortement hétérogène. En 1953, l'effondrement des prix du vin et de la viande est à l'origine de manifestations de grande ampleur et entraîne la création du «Comité de Guéret» qui rassemble 18 fédérations départementales, composées pour l'essentiel par une petite paysannerie traditionnelle, contestant les positions prises par les dirigeants nationaux de la FNSEA sans pour autant faire scission. Ce n'est qu'en 1959 que certaines fédérations exclues et quelques autres créeront sous l'impulsion du Parti communiste le Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF). Jusqu'en 1958, la politique de «parité des prix agricoles» par rapport aux prix industriels soutenue par la FNSEA permettait de maintenir une unité, au moins apparente, dans la mesure où la garantie des prix agricoles pouvait, en principe, profiter aux petits comme aux gros producteurs. La politique dite de «structures» préconisée par le CNJA en 1960 visait à instaurer une «parité du niveau de vie» entre agriculteurs et citoyens en favorisant les fractions moyennes les plus modernistes de la paysannerie. Cette politique sélective soutenue par la FNSEA divisa la profession et fut, pour une large part, à l'origine de la création ou du développement de syndicats dissidents. Alors que le MODEF se développait en recrutant largement ses soutiens dans la petite paysannerie familiale condamnée par la politique agricole, on observe, dans les années 60, l'apparition, au sein même du CNJA, d'une tendance dissidente représentant une partie de la moyenne paysannerie qui s'est modernisée, surtout depuis la loi d'orientation de 1960-61, et qui réagit aux effets jugés «néfastes» de la modernisation (intensification, endettement, dépendance par rapport aux industries agro-alimentaires, etc.) ; en 1974, cette tendance fera scission et créera l'Association nationale des Paysans-Travailleurs (ANPT), liée au parti socialiste. Quelques années auparavant, en 1969, une autre tendance située politiquement «à droite» et défendant les valeurs traditionnelles de la paysannerie, la propriété et la famille, avait fait scission et créé la Fédération française de l'agriculture (FFA).

La paysannerie en représentation

Si les actions de protestation les plus fréquentes du milieu agricole s'expriment sous la forme de manifestations ponctuelles, spécialisées et très localisées, c'est sans doute parce que chaque fraction de la paysannerie tente ainsi de gérer pour son compte ses propres intérêts de fraction. En outre, ces actions localisées présentent souvent un caractère spontané et violent qui évoque les images traditionnelles des «jacqueries» ou des «fureurs paysannes» : explosions de colère qui sont liées le plus souvent à la baisse plus ou moins forte des prix des produits agricoles et dans lesquelles l'action tend à l'emporter sur toute autre considération, ces manifestations donnent lieu souvent à des destructions de produits agricoles et de bâtiments publics qui, comme les perceptions ou les préfectures, symbolisent le plus fortement le seul ennemi aisément identifiable, à savoir l'État. A ces manifestations de groupes limités mais actifs et qui ne comportent ni pancartes ni slogans, tant les raisons de l'action sont claires pour tous les participants, s'opposent les actions unitaires de masse décidées par les instances syndicales au niveau national de la même façon que, dans le monde salarié, les grèves ponctuelles, localisées, à objectif précis et à durée indéterminée, grèves généralement ignorées de la presse, s'opposent aux grèves nationales «d'avertissement» déclenchées par les organisations syndicales, dont la durée est limitée et qui donnent lieu à des défilés dans les rues et à de nombreux comptes rendus dans la presse.

Ce qui a, semble-t-il, étonné les observateurs de la manifestation agricole du 23 mars réside moins dans la manifestation que dans la forme inhabituelle qu'elle a prise ici. Organisée et préparée avec soin, encadrée de façon stricte, elle était proche des défilés syndicaux du 1er mai, avec leurs cortèges ordonnés et leurs services d'ordre impressionnants veillant à éviter les «débordements» ou les «provocations» propres à ternir l'image que la manifestation veut produire ; elle appartient à ce qu'on pourrait appeler des manifestations du «second degré» mises en scène par les organisations syndicales dans le cadre de stratégies précises destinées à agir sur le pouvoir politique. Alors que, tendanciellement, les manifestations du premier degré sont des manifestations «pour soi» de groupes réels, chaque participant, qui ne représente guère que lui-même, se souciant relativement peu du spectacle qu'il peut donner aux autres et des effets éventuels que, à terme, son action peut entraîner, les manifestations du second degré, manifestations de masse le plus souvent, tendent à l'inverse à privilégier «l'effet de démonstration» exercé sur les autres, à soigner les effets, bref, à produire délibérément du spectacle, ou plus exactement du spectaculaire puisqu'il s'agit ici précisément d'agir en impressionnant.

Cette opposition presque trait pour trait entre ces deux formes d'action publique, volontairement accentuée ici pour mieux en marquer les propriétés spécifiques, n'est, bien sûr, jamais aussi pure dans la réalité, chaque manifestation comportant dans des proportions variables des caractéristiques propres à chacun des deux modes d'action : toute action spontanée escompte toujours certains effets symboliques sur l'externe tandis que les manifestations-spectacles doivent compter avec les «excès» ou les «provocations» tant redoutés des organisateurs. En outre, une action issue de la base et peu préoccupée à l'origine d'efficacité symbolique peut, à mesure qu'elle est «reprise en

main» par les syndicats, se transformer progressivement en action pour et par les médias. Mais, calmes ou violentes, il reste que les manifestations organisées appartiennent à un mode d'action qui n'aspire pas à être à lui-même sa propre fin mais se veut un moyen pour faire pression en se faisant connaître ou reconnaître.

Les manifestations-spectacles ne sont pas seulement caractérisées par le fait qu'elles sont destinées à agir «sur les autres» (l'opinion publique, le gouvernement, etc.). Même lorsqu'ils manifestent d'abord pour eux-mêmes, «pour se faire plaisir» ou parce qu'ils en ont «ras-le-bol», les participants à ce type d'action de masse ont toujours un peu conscience d'agir pour appuyer leurs représentants officiels, c'est-à-dire ceux qui sont chargés de les défendre». La manifestation de rue tend toujours à se situer plus ou moins entre le défilé militaire et la procession religieuse : le fait de marcher dans les rues, action à laquelle se bornent principalement ces manifestations, trahit souvent en effet une volonté agressive de prise de possession symbolique de l'espace urbain qui est propre à susciter des réactions, des incidents ou des heurts ; mais il peut prendre aussi, dans le cas des longues marches pour les «bonnes causes» comme la «marche pour l'égalité des droits» par exemple et peut-être pour une part comme la marche sur Paris des agriculteurs, la forme plus «altruiste» du pèlerinage (7), la fatigue physique et la souffrance occasionnées par le long défilé étant consenties pour les dirigeants ou pour «les autres». «La fête est finie. Alors, à regret, la foule se disperse pour se diriger vers les deux mille cars, les trains ou les voitures particulières. Les participants à cette mémorable journée rentreront chez eux (...) conscients que par eux il s'est passé quelque chose d'exceptionnel. 'J'y étais' diront-ils mesurant après coup le privilège d'y avoir participé». Ce récit, par François Guillaume lui-même, de la fin de la manifestation parisienne (8) livre involontairement la vérité objective de ce type d'action qui se réduit en grande partie à un simple «plébiscite avec les pieds» des dirigeants, à une action symbolique qui se solde, pour les participants, par de pures gratifications symboliques (un bon souvenir, fierté d'avoir soutenu le syndicat, spectacle que les manifestants se sont donné à eux-mêmes, etc.).

Moins acteurs que simples figurants d'un spectacle dont ils ne connaissent pas toujours le scénario, nombre de participants à ce type de manifestations pourraient bien ainsi s'être mobilisés pour d'autres raisons que celles qui sont officiellement avancées sur les pancartes ou proclamées dans les mots d'ordre syndicaux : certains sont là par discipline syndicale, par devoir, parfois sans autre conviction que celle qu'il faut suivre les responsables syndicaux, qu'«il faut y aller» parce qu'«on ne peut pas ne pas y aller» ; d'autres sont là par solidarité avec les moins biens lotis qu'eux ; d'autres encore «pour voir» ou pour suivre les amis ou les collègues qui y vont ; d'autres encore, dans la logique des signatures de pétition, pour faire comme les autres ; etc. Les manifestants forment ainsi des foules anonymes et plus ou moins hétérogènes ; leur participation repose sur une multiplicité de raisons, parfois contradictoires

7—Un journal se demandera ce que «la FNSEA attend de ce pèlerinage à Paris» (*Le Quotidien de Paris*, 24 mars 1982).

8—F. Guillaume, *Le pain de la liberté*, Paris, J.-C. Lattès, 1983, p. 13.

de sorte qu'ils sont moins les sujets de ces défilés que les objets, plus ou moins consentants et lucides, de stratégies portant sur l'interprétation à donner à leur participation.

Catégorie sociale très divisée, le milieu agricole fournit du même coup à lui seul une variété d'actions collectives elles-mêmes très dispersées qui vont des saccages ou des affrontements armés aux opérations «sourire» en passant par les barrages de routes, les ventes sauvages ou les «grèves» (grève du lait). Bien que la manifestation parisienne, sorte d'action collective ambiguë, située entre la protestation catégorielle et le défilé des provinces françaises, ait voulu être une démonstration calme et pacifique, elle n'a pas pu ne pas laisser échapper, comme par inadvertance, nombre de traits, vite étouffés, qui relevaient d'actions plus violentes. Manifestation du second degré qui comportait en son sein la menace de manifestations du premier degré, cette «immense jacquerie pacifique», selon l'expression d'un journaliste (*Le Quotidien de Paris*, 24 mars 1982), laissait voir du même coup plus clairement les deux enjeux majeurs qui sont présents dans toute manifestation et pas seulement paysanne : d'une part la représentation (aux deux sens) du groupe qui manifeste et d'autre part les conditions de l'efficacité symbolique de l'action de protestation publique, ou, si l'on veut, les conditions sociales de production de l'événement journalistique.

En effet, qu'il le veuille ou non, tout groupe social qui manifeste produit en même temps une image publique de lui-même. Si manifester en défilant c'est «montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir», c'est aussi «se montrer» tout court et agir presque exclusivement par la représentation (au sens théâtral) que le groupe veut donner à voir aux autres. Les organisateurs de toute manifestation, c'est-à-dire ceux qui la décident et cherchent à en contrôler, dans les moindres détails, le bon déroulement, le savent et mettent en œuvre des stratégies de présentation de soi plus ou moins complexes et explicites qui visent à agir principalement sur la représentation que le public, à travers la presse, peut se faire du groupe qui manifeste. Et parce que l'enjeu principal des défilés consiste généralement pour les groupes qui manifestent à donner une «bonne image» d'eux-mêmes, on comprend qu'ils donnent lieu à une véritable hypertrophie des stratégies de présentation de soi. Bien que présentes dans toutes les manifestations publiques — par exemple les professeurs d'université, en mai 1983, revêtiront, pour défiler dans les rues, une toge qu'ils ne portent plus depuis longtemps pour faire leurs cours —, elles prirent, lors de la manifestation des agriculteurs, une dimension presque caricaturale. En effet, il ne s'agissait pas seulement, pour eux de manifester dans le «calme» et de façon «responsable» ; il s'agissait aussi, comme le précisaient explicitement les signes syndicaux, «de donner aux Parisiens une bonne image des paysans français», c'est-à-dire d'agir sur la représentation négative que les citadins se font des paysans et de susciter compréhension et sympathie.

Le souci excessif de «bonne présentation» de soi peut conduire le groupe qui défile à «en faire trop» dans la retenue et dans la gentillesse comme s'il voulait désamorcer la violence latente contenue dans tout mouvement de protestation. Ainsi, comme on l'a vu dans la manifestation parisienne, plusieurs journalistes notèrent, avec un certain étonnement, que des représentants syndicaux s'excusaient, par mégaphone, auprès des automobilistes parisiens :

«'Comprenez notre colère' demandait un militant de la FNSEA Place de la République en s'adressant au public. 'Excusez le dérangement d'aujourd'hui'» (*Le Monde*, 26 mars 1982) ; «Ici ou là, le cortège laisse passer des voitures coincées aux carrefours. Une gentillesse rare dans ce genre de manifestation» (*La Croix*, 25 mars 1982). Le parcours du cortège lui-même se limita à une incursion très timide dans l'Est de la capitale. Ailleurs, certains tracts distribués aux citadins prenaient la peine de préciser, comme si cela n'allait pas de soi, que la manifestation des agriculteurs n'était pas dirigée contre les citadins. Cette «bonne volonté» des agriculteurs à l'égard des Parisiens ne se bornait pas cependant au souci de ne pas déranger. Groupe social culturellement dominé par rapport aux valeurs du monde citadin dont Paris représente la forme sans doute la plus achevée, les agriculteurs tendent à construire leur propre identité sociale à partir des représentations que les dominants se font d'eux et à se présenter aux Parisiens comme autant de paysans modèles pour Parisiens (9).

On pourrait relever de nombreux indices de cette position culturellement dominée de la paysannerie, particulièrement visible chez ceux qui ne sont plus tout à fait des «paysans» mais sont cependant tenus de manifester, pour des raisons qui peuvent être culturelles ou politiques, une certaine fierté de leur origine. La même institutrice rurale d'origine paysanne qui disait avoir souffert de parler en patois durant sa jeunesse et qui, pour cette raison, l'avait pourchassé du langage des enfants de paysans pouvait, presque en même temps et sans contradiction, se désoler de sa disparition, invoquant le fait que «c'était plus joli d'entendre, dans les champs, les paysans parler en patois qu'en français» et proposait sérieusement qu'on le réapprenne dans les écoles primaires, «mais en première langue étrangère». On a là, dans toute sa complexité, le modèle général à partir duquel s'engendrent nombre de comportements des classes culturellement dominées qui, comme les agriculteurs, ne peuvent construire pour une part leur identité sociale qu'à partir de l'image qu'ils se font des attentes, parfois contradictoires, que les autres classes sociales peuvent avoir à leur égard et qui, dans ce cas limite, peut les conduire à se réapproprier, mais comme culture étrangère, leur propre culture dès lors qu'ils la croient reconnue par les valeurs citadines dominantes. Même lorsqu'ils contestent les valeurs dominantes les dominés ne peuvent le faire qu'au nom des valeurs dominantes. «J'aime les paysans, ils ne sont pas assez savants pour raisonner de travers». Cette citation de Montesquieu, maintes fois citée par François Guillaume et qu'il a mise en exergue d'un ouvrage autobiographique (et hagiographique) paru récemment (10), condense, dans son indépassable contradiction logique, la logique sociale qui oblige les dominants des groupes dominés — et a fortiori leurs porte-parole — à rechercher, dans la culture dominante elle-même, une caution pour condamner la culture dominante, ce qui n'est qu'une façon et non des moindres de la reconnaître : on cite un auteur «savant» (et non pas les propos de n'importe quel paysan «non savant») pour dire que les paysans ont raison de ne pas être «savants» ; mais cette citation est faite par un représentant du monde agricole suffisamment «savant» pour reconnaître cette citation «savante» et pour reconnaître aux auteurs «savants» une certaine légitimité culturelle et donc une force d'imposition, y compris sur ceux qui ne sont pas «savants», même lorsque ces auteurs «savants» semblent apparemment dévaloriser le fait d'être «savant» ; mais cette citation est faite cependant par un auteur qui n'est pas apparemment suffisamment «savant» pour voir que cette citation sans référence précise (en fait tirée de l'article *paysan* du dictionnaire Robert) trahit l'emprunt et que, en réalité, elle enferme les paysans dans leur domination en leur proposant finalement de rester à leur place (comme les femmes dans *Les femmes savantes* de Molière). Exergue, on le voit, paradoxal qui fonctionne comme les impossibles injonctions du type «je vous ordonne de me désobéir» et qui ne fait qu'exprimer la position ambiguë et

9—Cf. sur ce point P. Bourdieu, Une classe objet, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18, nov. 1977, pp. 2-5.

10—F. Guillaume, *Le pain de la liberté*, op. cit.

Représentations de journalistes

Actions collectives par agrégation d'actions individuelles ayant leur logique propre et leurs motivations spécifiques, les démonstrations de masse — comme d'ailleurs les votes politiques — sont des occasions privilégiées pour les agents qui, tels les journalistes politiques, les hommes politiques, les politologues ou les représentants syndicaux, sont socialement chargés de dire, pour les autres, « ce qu'il faut en penser » : il s'agit en effet d'événements qui n'ont pas de signification simple et univoque parce qu'ils en ont trop. Le sens que les organisateurs de ces manifestations veulent imposer à leur « démonstration » leur échappe partiellement : ils doivent toujours composer avec l'autonomie relative du champ de la presse qui fabrique mais aussi réfracte l'événement. L'ensemble des articles que chaque quotidien consacre à l'événement et l'impression globale qui s'en dégage, en particulier pour le lecteur pressé et non informé, est, en partie, le résultat de lignes politiques (au sens large) plus ou moins claires, élaborées au cours des conférences de rédaction où se déterminent ce que, pour chaque journal, il faut dire ou non, ce qu'il faut montrer ou non, bref, la stratégie à suivre à l'égard de ces actions dirigées vers la presse. Ces stratégies varient selon la position de chaque journal dans le champ journalistique et selon la position qu'il occupe par rapport au pouvoir politique. Ainsi, par exemple, *Le Monde* qui ne cachait pas alors ses sympathies à l'égard de la politique suivie par le Ministère de l'agriculture titrait la manifestation des agriculteurs, qu'il savait pourtant principalement dirigée contre le Ministre de l'agriculture, Édith Cresson, sur une déclaration faite par celle-ci à la presse et par laquelle elle tentait de la détourner à son profit : « La manifestation de Paris est légitime et de nature à faire pression sur nos partenaires européens, déclare Mme Cresson » (25 mars 1982).

Mais, ces stratégies conscientes sont toujours également plus ou moins liées au type de rapport proprement social qui s'établit entre le milieu journalistique et le groupe social qui manifeste comme on le voit bien dans le cas de la manifestation des agriculteurs à Paris. Les articles que la presse de province a consacrés à celle-ci trahissent la proximité sociale et la complicité objective unissant ces quotidiens aux manifestants ruraux — et notamment ceux de leur région — qu'ils encouragent et soutiennent dans leur marche sur Paris : *Ouest-France* (24 mars 1982) insiste, par exemple, sur l'aspect « fraternel » de cette rencontre des paysans avec Paris, sur « l'amusement distant des Parisiens », « coupés de leurs racines » et « étonnés de découvrir ces hommes et ces femmes qu'ils ont facilement tendance à oublier ». La presse parisienne semble, quant à elle, partagée sur le traitement, plaisant ou sérieux, qu'il convient de donner à cette manifestation. La plupart des journaux parisiens s'accordent cependant à présenter le défilé avec un certain humour dont ils ne font pas toujours preuve en d'autres circonstances et qui semble marquer ici toute la distance sociale qui sépare les journalistes parisiens du monde agricole. Aux organisateurs qui veulent expliquer la montée, à Paris, des agriculteurs par la « volonté de reconquérir leur dignité » et par leur souci « d'expliquer tout particulièrement à la population parisienne où en est l'agriculture française », certains journalistes répondent par des caricatures et par des titres humoristiques : « Les tracteurs sont entrés dans Paris » (*Le Matin*, 24 mars), « Les paysans labourent Paris » (*Libération*, 24 mars), « La marée verte » (*Le Parisien libéré*, 24 mars). Si, dans la presse parisienne, les journalistes spécialisés dans le secteur agricole étaient sans doute les mieux placés pour dire quels étaient les enjeux réels de la manifestation par-delà les slogans et les mots d'ordre officiels, leurs articles étaient cependant noyés dans la masse des articles que chaque quotidien ne pouvait manquer de consacrer à un tel « événement ». Or, les gros titres, les croquis, les « choses vues », les caricatures, les récits de la manifestation, les interviews d'agriculteurs apparemment pris au hasard, etc., tendent à exercer, sur le lecteur non averti, un effet de constitution de l'événement particulièrement décisif : ils donnent à voir une certaine image des manifestants et, par là, des responsables qui prétendent les représenter, en réactivant les stéréotypes sur un groupe ou un milieu social qu'un journal tend à partager

avec ses lecteurs. Ainsi, par exemple, *Le Matin* qui, proche des socialistes, ne peut voir de façon favorable cette manifestation dirigée contre le Ministre de l'agriculture, interviewe comme agriculteur « représentatif » un agriculteur « à particule » ayant voté Chirac aux législatives « comme la plupart des paysans interrogés ». Il publie par ailleurs le récit du voyage en car que l'un de ses correspondants a fait avec des agriculteurs. Sous le titre, déjà très significatif, « La balade du Lot-et-Garonne », l'essentiel de ce croquis de voyage est consacré à une description assez appuyée du « mauvais côté » des paysans, de leur aspect peu « distingué » pour un citadin, bref de leur allure « bon vivant » mais « vulgaire » qui ne risque guère de les rendre « sympathiques » aux lecteurs du *Matin* :

« Chacun avait apporté sa musette bourrée jusqu'à la gueule de victuailles solides, de celles qui tiennent au ventre sans oublier le petit rouge (...). Vers 1 h 30, les conversations s'arrêtèrent pour céder la place à d'allègres ronflements d'où toute inquiétude était absente. La première parole matinale vers 5 h 30 vint du fond du car. Il faudrait peut-être songer à un arrêt pipi parce que si ça continue, j'ai la sous-ventrière qui va me pêter ! » (...) Le principe des vases communicants étant sans nul doute le plus connu en Lot-et-Garonne, on combla la place vide par des copieuses tranches de jambon, de superbes rondelles de saucissons et de non moins appétissantes tartines de pâté de foie de canard. Dame ! n'allait-on pas affronter la capitale ? Et l'on repartit à l'assaut de Paris, vessies vides et ventres pleins » (24 mars 1982).

Lorsque l'événement prend, comme ce fut le cas ici, une dimension politique majeure, le spécialiste agricole — quand il existe — tend à être dépossédé du droit de dire, ou en tout cas de dire seul, le sens proprement politique de la manifestation au profit des rédacteurs politiques ou des éditorialistes de son journal qui donnent leur « point de vue » ou font les articles de première page. Ainsi, Jean Laborde éditorialiste au *Quotidien de Paris* qui n'a manifestement rien à dire sur les « problèmes agricoles » et qui ne connaît probablement pas les dessous politiques de la manifestation mais qui se trouve cependant sommé d'en dire quelque chose laisse du même coup apparaître naïvement, à l'état presque pur, le travail d'imposition d'une image du groupe qui manifeste publiquement, travail symbolique à quoi se réduit le plus souvent l'essentiel du travail du journaliste. Sous le titre « Paysans-Parisiens : ce qu'ils auraient pu se dire », le journaliste imagine le faux dialogue suivant :

« Voilà donc les paysans débarqués en masse dans la capitale pour empêcher les Parisiens de rouler. Pouvaient pas faire ça dans leurs charmants petits villages, bien entre eux ? (...) On imagine assez bien les pensées qui ont pu défiler dans la tête des automobilistes bloqués à leur volant par des gens en rupture de tracteurs. 'Sont jamais contents, ces ploucs, se plaignent de tout, du soleil, de la pluie, de Giscard, de Mitterrand, de Cresson, de Méhaignerie, de l'Angleterre, de l'Italie, des taupes et des rats-laveurs. C'est pourtant pas parmi eux qu'on trouve des affamés. Ils mangent à table deux ou trois fois par jour. La soupe au lard est leur pain quotidien. Ils monopolisent le bon air, la nature, les plaisirs simples et gratuits. Le stress connaissent pas. Et puis, jetez un petit regard à l'intérieur de leur cuisine. Tout y est : la télé, la machine à laver, le réfrigérateur et même la chambre froide où ils enfournent des moutons entiers pour les mauvais jours'. (...) Cela dit, il était tout aussi facile de lire derrière le front des solides gaillards et de leurs belles compagnes défilant hier : 'Sont pas malheureux, ces Parisiens. Toute la journée à se balader dans leur voiture en écoutant la radio ou des cassettes, sans oublier les mignonnes qui les accompagnent souvent ! Se fatiguent pas trop pendant ce temps. Nous, c'est vrai, on s'embête pas à table. Mais c'est bien là que s'arrête pour nous la société de consommation. Les voyages, les belles expéditions à l'étranger, les sorties, les jolies fringues, la culture, l'autre, pour combien d'entre nous sont-ils une réalité' (...). Ainsi ont dialogué hier toute la journée sans le savoir, les automobilistes enfermés dans leur cage et les agriculteurs venus goûter l'air pollué de la capitale. Après tout, si cette marche a permis aux uns et aux autres de se dire que le bonheur absolu n'est ni à Paris, ni dans les si jolis petits hameaux, ce serait déjà un pas de fait dans la compréhension mutuelle » (24 mars 1982).

dominée du syndicalisme agricole (et du monde paysan) qui, surtout lorsqu'il veut se donner à voir aux autres, ne parvient à construire son identité sociale qu'à travers la représentation qu'il se fait des représentations que les groupes dominants se font de lui.

Les agriculteurs — ou plus exactement leurs responsables syndicaux — furent ainsi amenés à se représenter sous les traits exemplaires d'une image d'Épinal, à la fois truquée et sincère, en se présentant aux Parisiens comme des « paysans pour citadins », voire même comme des paysans « au service des citadins », comme on le voit notamment dans le tract de la FNSEA distribué aux Parisiens : loin de maltraiter leurs animaux ou de polluer la campagne, les agriculteurs sont de parfaits écologistes qui remplissent correctement leur « mission de gardien de la nature » et assurent la sécurité des citadins à la campagne ; producteurs économiquement efficaces, ils produisent plus d'aliments qui coûtent moins cher et ne demandent qu'à accueillir les citadins « dans un cadre agréable et reposant » et à mettre en place, pour eux, « le caravanning à la ferme, les gîtes ruraux, les relais d'étape, les chambres d'hôtes... ». Une image aussi idyllique du paysan modèle ne pouvait qu'être en décalage avec une fraction au moins des paysans réels qui, comme on l'a vu, défilaient dans les rues de Paris, le pistolet à corbeaux au poing, tirant des fusées qui affolaient les pigeons, brisant quelques vitres, brûlant des pneus sur la chaussée, brandissant des pancartes peu amènes à l'égard des citadins ou du pouvoir politique, etc. Il n'est pas jusqu'aux paysans eux-mêmes qui ne soient partagés sur la façon d'agir : le culte de la force physique et des valeurs viriles les conduit à admettre la légitimité d'actions violentes qui s'inscrivent dans la tradition admise, voire revendiquée, des révoltes paysannes contre l'oppression et qui se sont trouvées récemment symbolisées par le feuilleton télévisé tiré de *Jacquou le Croquant* ; mais le souci d'apparaître au citadin selon les normes de la civilité (« on n'est pas des sauvages ») et l'attention plus grande qu'ils portent à l'image d'eux-mêmes qu'ils proposent aux autres les incitent à condamner, au moins en privé, les actions violentes et les saccages qui tendent à être perçus comme autant d'actes excessifs et gratuits.

« C'est trop calme. Je ne sais pas si les Parisiens vont comprendre ce qu'on veut », lance un agriculteur qui reconnaît cependant que les violences sont à exclure « car nous savons bien que les Parisiens ne nous le pardonneraient pas » (*Le Matin*, 24 mars 1982). Le journaliste du *Monde* note également : « Ils ont revendiqué plus de considération, de justice et dénoncé 'les aumônes'. Pour autant, ni fourches ni faux n'ont été sorties. La manifestation fut calme si ce n'est quelques feux de pneus sur la chaussée et quelques vitres brisées à la Bourse du travail. La colère, puisque colère il y a, fut contenue. *Jacquou le Croquant* n'est pas mort ! » rappelait juste un écrivain » (25 mars 1982). De même un journaliste du *Quotidien de Paris* rapporte les propos d'un viticulteur âgé : « Vous avez vu, il n'y a pas eu un incident, pas une vitrine qui est tombée, pas une voiture qui a brûlé : la force tranquille » : « Mais, commente le journaliste, on lit dans ses yeux bleus qu'il regrette un peu » (24 mars 1982).

Un groupe « représentatif »

Mais ce travail de présentation de soi qui est présent dans toutes les manifestations du second degré n'a pas pour seule fin de séduire « l'opinion publique ». Présentant bien, le groupe qui manifeste se veut représentatif de toute une catégorie sociale. Ce qui est sans doute le plus spécifique, dans la manifestation de la FNSEA, réside précisément dans le fait qu'il s'agit d'une démonstration presque pure de représentativité. Il suffit de lire la presse professionnelle (11) pour apercevoir que les raisons premières de ce genre de manifestation ne sont pas toujours les raisons officiellement invoquées. Décidée et organisée par la FNSEA lors du 36^e Congrès en février 1982, cette manifestation avait, à l'origine, pour objectif, au moins pour les dirigeants nationaux du syndicat, de riposter aux stratégies de diversification syndicale du ministre de l'agriculture, Edith Cresson, depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981. La position de monopole syndical détenue par la FNSEA avait conduit, au début de la Vème République, le pouvoir gaulliste, qui ne pouvait politiquement s'entendre avec celle-ci, à rechercher ses interlocuteurs parmi quelques jeunes responsables syndicaux du CNJA qui représentaient un courant alors très minoritaire (12). L'accession, à la tête de la FNSEA, dans les années soixante, de ces jeunes syndicalistes et la politique de cogestion de la profession mise en place par l'État ont progressivement placé la FNSEA au centre d'un dispositif politique donnant à celle-ci un pouvoir exclusif de négociation pour toute la profession et pour tous les domaines. On comprend dès lors que la diversification syndicale qui se développe dans les années soixante-dix (soit par scission, soit par exclusion de la FNSEA) n'ait pas pu être reconnue officiellement dans la mesure où elle ne pouvait conduire qu'à remettre en cause le pouvoir exorbitant détenu par la FNSEA en la remettant à sa place de syndicat parmi d'autres. C'est pour contourner l'opposition de ce syndicat à ses projets de réformes que le pouvoir socialiste a cherché à diversifier les interlocuteurs représentant le monde agricole en redonnant à d'autres institutions (Chambres d'agriculture, Coopération agricole, etc.) une place de représentants légitimes et en brisant le monopole de représentation de la FNSEA. C'est en définitive contre ces tentatives que la FNSEA voulait protester en procédant à cette démonstration spectaculaire de représentativité.

« Nous dénonçons à M. Guillaume le droit de se prévaloir du titre de président de TOUS les agriculteurs. Est-ce de la mégalomanie ou simplement une curieuse habitude de s'arroger de gré ou de force un droit autoritaire et absolu de la représentation des agriculteurs, au mépris le plus profond de la liberté syndicale ? » écrit l'éditorialiste de l'*Action agricole de France* (février-mars 1982), journal syndical de la Fédération française de l'agriculture (syndicat minoritaire concurrent de la FNSEA et situé, pour simplifier, plus « à droite ») qui poursuit un peu plus loin : « Évaluer la représentativité de chacun n'est pas tâche facile. Et il est évident que, pour M. Guillaume,

11—Sur la liste des journaux professionnels consultés, voir la note 1.

12—Sur ce point voir P. Muller, *Le technocrate et le paysan*, Paris, Éditions ouvrières, 1984.

la solution adoptée par le gouvernement précédent avait le mérite d'être beaucoup plus simple : pas de calcul de représentativité, on en choisit un seul et on dit qu'il recueille 100 % des adhésions !». D'emblée, les petits syndicats concurrents de la FNSEA qui cherchent à obtenir une parcelle de représentativité et contre lesquels la FNSEA organise sa démonstration situent la manifestation sur son véritable terrain : ces porte-parole prétendant exprimer légitimement au moins une partie de ce groupe social essaient de prouver leur prétention en contestant, en premier lieu, le fait que la population agricole soit homogène et unie comme pour se réserver, à l'intérieur de la catégorie, une clientèle particulière et, en second lieu, en organisant leurs propres manifestations pour procéder à l'étalage visible de la force qu'ils représentent. L'analyse de la presse syndicale publiée juste avant ou après cette manifestation montre, en effet, que le conflit entre les syndicats porte moins sur la nature précise et conjoncturelle des revendications — tous réclament une augmentation de 16 % des prix agricoles aux négociations de Bruxelles, tous soulignent la baisse du revenu agricole depuis huit ans et l'accroissement des coûts de production, autant de thèmes qui figurent, on l'a vu, en bonne place dans la manifestation de la FNSEA — que sur le monopole de représentation de l'ensemble de la paysannerie que la FNSEA, et en particulier François Guillaume, s'attribue et veut conserver. «Les agriculteurs français, dans une manifestation sans précédent, ont fait la preuve de l'unité et de la représentativité de leur organisation syndicale», commente *L'Information agricole* (avril 1982, p. 6), organe de la FNSEA qui réaffirme ainsi, en s'appuyant sur le «rassemblement impressionnant, sans précédent dans l'histoire de l'agriculture» dont elle a été l'organisatrice, qu'elle est la seule interlocutrice pour négocier au nom de tous les agriculteurs, les autres syndicats représentant moins, selon elle, des paysans que des partis politiques. Les syndicats minoritaires, en dépit de leurs options divergentes, s'accordent au moins pour dénoncer le «privilege» exorbitant et injustifié dont bénéficie ce syndicat, la «mégalomane» ou le «culte de la personnalité» de son président, le détournement du mécontentement réel et légitime du monde agricole et font valoir la réussite des manifestations concurrentes qu'ils ont organisées à Périgueux, Clermont-Ferrand, Nantes ou Strasbourg.

«Est-il bien raisonnable de prétendre représenter tous les agriculteurs ?» demandait un journaliste à François Guillaume (*Les Nouvelles littéraires*, 25-31 mars 1982). Cette question qui peut, on s'en doute, être posée à toutes les organisations dites «représentatives» a cependant une pertinence particulière, s'agissant du monde agricole, étant donné sa dispersion géographique et sociale. La véritable exhibition de toute la paysannerie à laquelle a procédé la FNSEA laisse voir, peut-être plus clairement, le mode d'action symbolique qui est à l'œuvre dans ce type de manifestation. La mise en scène de la diversité de la catégorie tend en effet à transformer la manifestation en un défilé ordonné de délégations, chaque agriculteur présent derrière ses pancartes se posant lui-même en représentant de tous les agriculteurs de sa région ou de son département. La structuration visible du défilé dans lequel les agriculteurs sont, comme le notent les journalistes, ostensiblement «rangés par régions, par départements et par cantons» (*Libération*,

24 mars 1982) a pour effet d'imposer l'idée que le groupe concret et visible qui manifeste représente plus que lui-même, qu'il est en quelque sorte le modèle réduit, l'échantillon représentatif, visible et indiscutable, de toute une catégorie sociale, bref que les responsables syndicaux, loin de représenter seulement leurs militants ou même le groupe qui manifeste, sont aussi, par une sorte de coup de force symbolique qui passe inaperçu tant il semble aujourd'hui naturel, les porte-parole d'un groupe invisible, plus étendu encore que le groupe qui défile. Ne dit-on pas ou ne lit-on pas d'ailleurs dans la presse que «les» agriculteurs (ou «les» cadres, ou «les» professeurs, etc.) manifestent ? «Malgré l'éloignement de la capitale pour beaucoup d'eux», peut-on lire dans une brochure éditée en 1983 par la FNSEA pour commémorer le centenaire du syndicalisme agricole, «en dépit des travaux d'ensemencement, chaque région, chaque département, chaque commune envoie à Paris le 23 mars 1982 ses représentants. Trois semaines seulement après l'appel lancé par le président de la FNSEA, 120 000 paysans répondent 'présent' à la manifestation historique de l'unité syndicale» (13). On ne saurait mieux dire la logique de la double délégation qu'implique ce genre de défilé et la fonction d'imposition remplie par la forêt de pancartes et de banderoles brandies avec ostentation par les manifestants. D'ailleurs ne sont-ils pas, pour un grand nombre d'entre eux, des militants syndicaux et ne se sentent-ils pas, à ce titre, des représentants légitimes de la base, qu'elle soit ou non syndiquée ?

Dans le communiqué remis aux organes de presse la veille de la manifestation, la FNSEA précisait que 1 000 paysans par département, y compris les départements d'outre-mer, monteraient à Paris (voire 2 000 pour le Nord, la Somme et le Bassin parisien) comme pour souligner par avance à la presse la grande diversité géographique de la paysannerie qu'elle représente : «Une marée de paysans venus de tous les départements ont envahi Paris» commentera le lendemain un quotidien. La plupart des journaux ne pourront guère éviter l'évocation d'une diversité si bien mise en scène par l'organisation même de la manifestation et souligneront cet aspect en retrouvant souvent certains stéréotypes régionaux non exempts parfois de notations folklorisantes : «Le bérêt ou la casquette vissée sur la tête, le visage buriné, piétinant dans le froid. Des céréaliers du Bassin parisien aux éleveurs de Savoie en passant par les viticulteurs du Midi, toutes les catégories de paysans de France étaient là» (*La Croix*, 24 mars 1982) ; «Ils étaient venus des quatre coins de la France : les gars du Gers avec leurs casquettes vertes et jaunes de la FNSEA ; les vignerons de Bourgogne pour dire non à la création de l'Office des vins ; les paysans d'Auvergne avec leurs blouses et leurs chapeaux noirs ; les betteraviers de l'Île-de-France et du Nord ; les producteurs de maïs des Landes ; les syndicats de maraîchers et les producteurs de légumes» (*Le Monde*, 25 mars 1982) ; «on est là pour défendre notre bien-être». C'est un Ardenais qui parle (...). Les agriculteurs du Lot-et-Garonne ont écrit : '+ 16 %'. Réunionnais et Martiniquais réclament 'un prix correct pour nos produits, canne, géranium, vétyver' (...). 'Cresson de Posaïlle' ont inscrit les paysans de Moselle (...). Un breton qui a apporté son accordéon joue l'air bien connu : 'ils ont des chapeaux ronds...' et les jeunes de Haute-Savoie agitent leurs cloches à vache (...). Des paysans de l'Aube ont revêtu la traditionnelle blouse bleue foncée (...). Sans oublier les 35 tracteurs d'Île-de-France» (*Le Figaro*, 24 mars 1982) ; etc.

Les querelles de chiffres concernant le nombre de manifestants qui s'instaurent entre le pouvoir, les organisateurs, les syndicats concurrents et la presse qui rend compte de l'événement ne sont jamais seulement techniques. Les

nombres avancés par les organisateurs se veulent le plus souvent, dans leurs exagérations mêmes, symboliques de la représentativité proprement numérique des manifestants qu'ils ont réussi à mobiliser par rapport au groupe dans son ensemble. Ainsi, lorsque la FNSEA fixe, lors de son Congrès du Touquet en février 1982, comme objectif 100 000 manifestants et lorsqu'elle en revendique, au soir de la manifestation du 23 mars, 120 000, elle cherche à imposer des nombres magiques, qui sont destinés à frapper par leur vertu démonstrative : 120 000 manifestants, c'est en effet, comme le dira François Guillaume à Pantin, «une démonstration sans précédent qui touche presque un agriculteur sur dix» (*Libération*, 24 mars 1982).

La production de l'événement : une manifestation de papier

Mais la manifestation, action qui n'agit que dans la mesure où elle est donnée à voir largement, ne peut produire les effets pour lesquels elle a été finalement organisée que si elle parvient à susciter de larges recensions dans la presse écrite, parlée et télévisée, point de passage obligé pour être perçu par le champ politique. On pourrait presque dire, sans forcer l'expression, que le lieu réel où se déroulent les manifestations, qu'elles soient violentes et spontanées ou pacifiques et organisées, n'est pas la rue, simple espace apparent, mais la presse (au sens large). Les manifestants défilent en définitive pour la presse et pour la télévision ; les journalistes présents tout au long des défilés ou installés dans les salles de presse spécialement aménagées pour eux croient rendre compte de la manifestation sans apercevoir qu'ils participent à sa réalisation (14). Les consignes de «calme» et de «dignité» que les organisateurs ne manquent pas de donner le plus souvent aux manifestants font partie du travail de présentation qui s'est fortement accru depuis que les manifestants «passent à la télévision» ; elles s'adressent au moins autant aux participants qu'à la presse pour qu'elle les diffuse largement, donnant ainsi des représentants une image de leaders «responsables». Les informations sur une manifestation en cours, fournies parfois heure par heure dans les flashes des radios, peuvent susciter des réactions de la part des auditeurs et décider de participations tardives (15). Les articles qui, dans la presse, précèdent «l'événement» jouent un rôle non négligeable bien connu des responsables syndicaux qui fournissent par avance toutes les «informations» utiles sur le déroulement prévu de l'événement : reprenant le plus souvent les propos des organisateurs, les journalistes tendent à présenter comme probable ce qui n'est pas encore advenu et à constituer l'événement avant même qu'il ne se soit produit, contribuant ainsi à le faire advenir.

«100 000 agriculteurs et 50 tracteurs aujourd'hui à Paris», titre *Le Parisien libéré* avant même le rassemblement ; dans l'article en page intérieure, il précise que cette «manifestation monstre doit montrer aux Parisiens et aux Français que le monde agricole est déterminé à protéger son revenu et son

avenir» et qu'«elle sera, selon M. François Guillaume, 'un rendez-vous historique sans précédent'» (23 mars 1982). «Ils seront 100 000 aujourd'hui à manifester dans les rues de Paris» titre *Le Figaro* qui laisse à François Guillaume le soin de dire le sens de cette manifestation (23 mars). Bien que plus prudents et usant plus abondamment des guillemets, *Le Monde* (20 mars) et *Libération* (23 mars) participent cependant au même processus de *self fulfilling prophecy* : «Le pari de la FNSEA : cent mille paysans dans Paris le 23 mars» titre *Le Monde* tandis que *Libération* annonce : «Agriculteurs : François Guillaume veut 100 000 manifestants à Paris».

Il en est de même, de façon peut-être encore plus visible, dans les articles de presse qui annoncent les journées nationales de grève et qui, par leur ambiguïté, contribuent pour une part à leur réussite : «Le secteur public en grève» titrait *L'Humanité* du 8 mars 1984 pour annoncer la grève des fonctionnaires ; «Fonctionnaires : le jour de grogne est arrivé» (*Libération*) ; «La révolte des fonctionnaires» (*Le Figaro*) ; «Ça ne fonctionne plus» (*Le Quotidien de Paris*) ; etc.

Espace rare et particulièrement visible, en particulier pour le champ politique, la première page des quotidiens parisiens (ou l'apparition au journal télévisé) constitue un lieu stratégique que les groupes sociaux et leurs représentants se disputent dans leur souci d'agir sur le champ politique. En rendant à la fois publics et importants les événements, l'occupation de la première page tend à déclencher un processus de prises de position en chaîne qui transforme en problème national un problème local, en problème urgent et prioritaire un problème politiquement considéré comme secondaire, etc. Les mouvements d'opinion, plus ou moins réels et durables, que ne manquent pas d'entraîner ces sujets de conversation obligés sont au principe de cette force ajoutée, spécifique du champ politique, que représente aujourd'hui le soutien de «l'opinion publique». On ne comprendrait pas la multiplication ces dernières années des manifestations qu'organisent «à Paris» des catégories sociales provinciales (les mineurs, les sidérurgistes, et bien sûr les agriculteurs) si l'on ne voyait pas qu'il s'agit, au moins en partie, de stratégies visant à occuper la «une» de cette presse locale particulière qu'est la presse parisienne afin de mobiliser un mouvement d'opinion (16). On ne comprendrait pas non plus la difficulté généralement rencontrée pour mettre un terme aux actions spontanées qui, telle la grève récente des camionneurs par exemple (février 1984), ont réussi, de façon inattendue, à attirer l'attention des médias et à susciter des prises de position dans le champ politique si l'on ne voyait pas l'espèce de causalité circulaire, déclenchée par la presse, qui fait durer le mouvement : plus la presse «en parle» et produit un travail de mobilisation en faveur du mouvement, plus celui-ci, se sentant, face au pouvoir politique, d'une force inespérée et qu'il craint de ne pas retrouver de sitôt, tend à accroître ses exigences et veut négocier sur tout ; mais plus le mouvement se durcit, plus la presse en parle ; etc. Encore faut-il savoir jusqu'où aller pour ne pas dilapider cette force ajoutée spécifique donnée par la presse.

Pour avoir une efficacité politique réelle, il faut que «l'événement» fasse «la une» de la plupart des quotidiens parisiens. Si tous les journalistes savent, par profession, les luttes pour la hiérarchisation des informations auxquelles donne lieu la

14—Un journaliste agricole rapporta à propos de la manifestation du 23 mars qu'il n'avait jamais vu autant de journalistes et de photographes à une manifestation agricole, ajoutant, en forme de boutade, qu'il y avait presque plus de journalistes que d'agriculteurs.

15—On sait que les liaisons entre les manifestants et les radios périphériques étaient si étroites, en mai 1968, que le pouvoir politique avait été amené à interdire aux reporters l'usage de leur radio-téléphone.

16—Si, le plus souvent, pour attirer l'attention des journalistes parisiens il suffit de défiler sous leurs yeux, on peut parvenir au même résultat, sans venir à Paris, en gênant par des barrages de routes la population parisienne qui part en vacances.

Des manifestations en tous genres

1. En tête du cortège des professeurs de l'enseignement supérieur (mai 1983), des enseignants revêtus de la toge (la plupart pour l'occasion) qui confèrent ainsi au défilé une dignité quasi institutionnelle. 2. Costumés et cravatés, le porte-documents à la main, les représentants syndicaux de la « fonction publique » ouvrent un défilé bien ordonné de fonctionnaires demandant, sur un calicot, « des salaires et pensions convenables » (juin 1971). 3. Plus confus et désordonné, le défilé des travailleurs émigrés du service du nettoyage (octobre 1976) est ouvert par des porteurs de banderoles qui se sont « habillés » pour l'occasion. Les marches pour les « bonnes causes » (contre le racisme par exemple) donnent lieu, le plus souvent, à des cortèges peu structurés : les organisations représentatives se font discrètes et la plupart des participants y viennent à titre personnel composant ainsi de grandes foules anonymes. Il n'en est pas de même des cortèges professionnels, organisés par les syndicats, qui défilent, comme à la parade, usine après usine ou région après région, chaque groupe étant précédé d'un militant syndical qui, à l'aide d'un mégaphone, lance des slogans, préparés à l'avance et repris en chœur par les manifestants bardés de badges syndicaux. 4. En vêtements de travail, au coude à coude comme pour exprimer la solidarité et l'union de toute une profession, les mineurs défilent dans les rues de Paris (mars 1984). 5. Des ouvriers de Talbot défilent avenue de la Grande Armée (juin 1982), chaque manifestant étant transformé en porte-drapeau frappé du sigle du syndicat organisant le défilé. 6. A la limite, le groupe *représenté* peut se réduire, comme dans le cas des retraités, à quelques porteurs de pancartes.

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Un cercle vicieux

A la suite de la mort d'un agent de police tué par un repris de justice, «fait divers» qui a fait «la une» notamment du *Parisien libéré*, des policiers manifestent devant le Ministère de la justice et exhibent aux photographes de presse, comme «pièce justificative» de leur colère, la première page du quotidien parisien. Lors d'une manifestation spontanée de chauffeurs de taxis parisiens faisant suite à l'agression de l'un d'entre eux, *Libération* (24-25 mars 1984) rapporte que «les plus forts en gueule» lancent aux policiers : «On a déjà eu deux morts dans l'année et seulement un entrefilet dans *France Soir*. Vous, les flics, au moins vous avez 'la une'». Un peu plus tard un commissaire dit aux manifestants «Ça fait dix heures qu'on parle de vous. Maintenant ce sont les bagnoles qui trinquent». Les CRS arrivent : «Qu'ils nous tapent dessus, il y a des photographes» crie un manifestant.

Illustration non autorisée à la diffusion

fabrication quotidienne des journaux (17), il n'en est pas de même du simple lecteur. L'homologie qui tend à s'établir entre la structuration des événements qu'offre chaque quotidien et les attentes des différents lectorats est au principe du sentiment d'évidence et de cela-va-de-soi que ressent chaque lecteur à l'égard des événements présentés et hiérarchisés par son quotidien : chacun voit les événements mais pas le travail spécifique que le champ journalistique fait pour les produire. A la façon des lunettes, les journaux constituent le non-vu à partir duquel le monde est vu. Mais les journalistes eux-mêmes n'échappent pas toujours à cette sorte d'illusion de réalité qu'ils produisent pourtant lorsque, par delà les clivages apparents qui les opposent (information/opinion, gauche/droite, etc.), ils s'accordent sur les faits qui constituent des événements méritant la première page. On pourrait presque dire que le sentiment d'objectivité d'un événement, c'est-à-dire le fait qu'il semble exister en lui-même et n'est pas une «invention» de journaliste, tend à s'accroître, à l'intérieur du champ journalistique lui-même, à mesure que s'accroît le nombre de quotidiens qui en font un «événement». Si les organisateurs de manifestations comptent, comme autant de ralliements,

les journaux qui parlent d'eux et font une bonne place dans leurs colonnes à leurs manifestations, c'est que, paradoxalement, plus les journalistes s'accordent sur la définition sociale de l'événement et plus celui-ci semble exister indépendamment des journalistes : obtenir la première page à *L'Humanité* ou au *Figaro* seulement, c'est laisser la place au soupçon sur les éventuelles relations de complicité ou de complaisance : de même, obtenir un titre «à la une» de *France-Soir* ou du *Parisien libéré* ne fait que trahir l'usage du «sensationalisme» de ces quotidiens comme technique de vente auprès d'un certain public ; par contre, obtenir comme la manifestation agricole ou encore les barrages des camionneurs, le rassemblement pour l'école privée ou une grève nationale des fonctionnaires, la première page de l'ensemble de la presse parisienne, c'est démontrer que l'événement existe en soi et n'est pas fabriqué de toutes pièces par les journalistes.

17— Voir par exemple P. Simonnot, «*Le Monde*» et le pouvoir, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1977, pp. 101-124 notamment.

«Il existe de nombreuses manifestations localisées sur les problèmes fonciers» déclarait un journaliste agricole. «une centaine de personnes viennent par exemple empêcher une vente aux enchères. Les types, pour ce genre de manifestations, se mobilisent sans problème. Ces manifestations sont très nombreuses mais invisibles car seule la presse locale en parle». Pour sortir du silence, souvent politiquement mortel, des médias et pour franchir le «cercle magique» qui place, comme le dit très bien l'expression, un événement «sous les feux de l'actualité», il faut fabriquer, à l'attention de toute la presse, quelque chose qui ressemble à ce qu'elle perçoit d'ordinaire comme «événement méritant la première page». Parmi les «événements» qui tendent à attirer l'attention de la plupart des journalistes, il y a tous les faits qui tranchent avec l'ordinaire, l'habituel, le quotidien, le répétitif, bref le banal (pour un journaliste). «Un train qui arrive à l'heure n'est pas un événement». Il suffit de prendre au pied de la lettre ce lieu commun des écoles de journalisme, en coupant les voies ferrées par exemple, pour produire quelque chose qui, étant données les catégories de perception des journalistes, sera reconnu comme un «événement». Il ne suffit pas cependant d'être «vu» ; encore faut-il être «bien vu» pour pouvoir en tirer tous les bénéfices. «Surtout pas de casse. François Guillaume a dit : 'une seule action regrettable peut faire perdre tout le bénéfice de cette journée'» (*Agrisept*, 26 mars 1982). Cette consigne, répétée à l'envi par tous les militants aux participants montre que ce qui se donne à voir aux journalistes est du déjà perçu pour eux, du prêt à être perçu par la presse. Là où les journalistes croient voir du «jamais vu», ils ne voient en réalité que les stratégies réussies de groupes sociaux capables d'inventer et de réaliser à leur intention ces véritables leurres que sont les actions ou les rassemblements «jamais vus».

«Du jamais vu pour les Parisiens. Pour les agriculteurs non plus», «un rassemblement record», «une démonstration sans précédent», «la manifestation du siècle», «un déploiement de force impressionnant», «une véritable marée humaine», «phénomène historique sans précédent», «c'est la première fois qu'une mobilisation d'une telle ampleur a lieu». Ces titres stéréotypés qui se retrouvent dans la plupart des manifestations du même type ne font que consacrer des stratégies visant à les produire. Tout avait été fait pour que la manifestation des agriculteurs apparaisse à la presse insolite, inhabituelle, exceptionnelle : le choix de Paris et l'importance numérique du rassemblement étaient effectivement du «jamais vu» puisque la dernière manifestation de dimension nationale qui avait donné lieu à un rassemblement comparable d'agriculteurs à Paris s'était déroulée il y a près de 30 ans (le 17 juin 1953), et n'avait regroupé selon les responsables syndicaux que 25 000 personnes au «Vel d'Hiv» pour un meeting de protestation contre la chute des cours du lait, de la viande et du vin.

On voit combien il serait naïf de croire que la presse produit à elle seule, de façon totalement arbitraire et manipulatrice, les «événements». Il s'agit en réalité d'une production collective dont les journalistes ne sont que les agents les plus visibles et les mieux cachés à la fois. Quelle que soit la manière, positive ou négative, dont ils en parlent, il est des «événements» dont les journalistes ne peuvent pas ne pas parler ; et inversement, ils ne peuvent pas constituer n'importe quoi comme «événement» sous peine de perdre précisément leur pouvoir propre de constitution. C'est dans la relation entre le champ de la presse et les différents champs sociaux que s'engendrent les «événements». Tout se passe comme si l'événement journalistique était une forme reconvertie, dans la

logique relativement autonome du champ journalistique, du capital économique, institutionnel, culturel ou symbolique dont disposent les groupes sociaux : faire un événement, c'est réussir, au sens le plus large de l'expression, à «faire une performance» devant les journalistes, qu'elle soit politique (vastes rassemblements), physique (longue marche, grève de la faim par exemple), «esthétique», etc. C'est sans doute lorsque cette performance se réduit à un pur «happening», à une simple action d'éclat destinée à attirer l'attention des journalistes que se laisse voir le plus clairement cette relation objective de complicité. Mais si n'importe qui peut faire une action, ce n'est pas à la portée de n'importe qui d'en faire une action réussie pour la presse. Encore faut-il savoir manipuler les relations avec la presse ou produire des actions qui seront «bien vues» de celle-ci. A l'inverse du milieu agricole dont les actions spectaculaires, sans doute parce qu'elles ne sont que des formes à peine euphémisées de violence (séquestration de personnalités) (18) ou de saccages (lâcher de poules dans les trains ou œufs jetés en quantité sur la chaussée, par exemple), tendent à se retourner contre leurs auteurs, les actions menées par les étudiants en médecine pour obtenir du pouvoir politique une réforme des études et des carrières hospitalières constituent un modèle du genre : commencée en février 1983 à Paris, la grève des étudiants en médecine est parvenue, avec l'aide il est vrai d'un cabinet de relations publiques, à accaparer l'attention complice des médias pendant plusieurs semaines en organisant de véritables «happenings urbains» savamment préparés, qui supposaient la mise en œuvre d'un capital culturel particulièrement élevé auquel s'ajoutait un «capital de sympathie» dont les étudiants en médecine bénéficiaient auprès du milieu journalistique.

Comme le rapporte *Libération* (28 avril 1983), particulièrement bien placé, étant donné les caractéristiques sociales de ses journalistes et les catégories sociales de perception pour décoder ces manifestations, le mouvement des étudiants en médecine en grève, «c'est d'abord une remarquable division du travail. Le noyau dur des plus mobilisés s'est organisé par 'fonction' : les 'négociateurs' ou les 'politiques' dont l'univers permanent est l'Assemblée générale de CHU, les activistes du 'Comité d'action' et ceux du 'Comité de presse'». La mise en scène de spectacles urbains qui supposent «subtilité», «drôlerie», «élégance», «imagination», bref un sens de la publicité qui n'est pas à la portée du premier groupe social venu – plâtrage de paremètres, blocage d'autoroutes, occupation de la Tour Eiffel et de l'Arc de triomphe, incursion en direct dans le tiercé de Longchamp, etc. – furent autant d'actions imaginées et organisées par les «Comités d'action», mises en valeur par le «Comité de presse» et destinées à servir les «négociateurs» du mouvement. La division du travail entre les comités du mouvement de grève est redoublée par une différenciation sociale : aux négociateurs «sérieux» s'opposent les membres des comités d'action dont la marginalité et les actions sont propres à séduire toute une fraction, elle-même marginale, du journalisme : «Jeans, cheveux mi-longs et boucles d'oreilles dorées, ils sont loin du profil moyen de leurs collègues (...) Henri n'est pas dupe de cette spécialisation du travail. Mais l'objectif est commun. Bien sûr, il y a en médecine encore beaucoup de petits minets qui ne voient pas plus loin que leur tennis ou leur week-end. Ils nous laissent faire parce qu'ils nous sentent efficaces. Et ils nous respectent maintenant un peu plus qu'avant, même si c'est souvent intéressé». La préoccupation première qui guidait le choix des actions était «d'avoir un impact maximum sur les médias», précise l'un des membres du «Comité d'action» qui fut lui-même sidéré de voir le nombre d'articles et de photos qu'ils

18—Sur ce point, voir dans ce même numéro la note de A. Guillemin, «Douceur, c'est tout de même une femme». Remarques sur la violence dans les manifestations paysannes.

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

La sublimation de la violence

1. et 2. A l'extrême opposé de la violence physique des viticulteurs, action exclusivement masculine (Carcassonne, 1971), «l'action culturelle» des libraires lors du Salon du livre (avril 1983) : références lettrées, pétitions, tracts et déguisements visent à attirer l'attention – des photographes de presse notamment. Entre les deux se distribuent la plupart des manifestations que l'on peut ainsi classer en fonction de leur degré d'euphémisation de la violence physique. 3. La retraite aux flambeaux des petits patrons (septembre 1982), «marche silencieuse dans Paris à la lumière de torches enflammées» évoque trop directement les mises en scène fascisantes de l'entre-deux-guerres pour ne pas trahir une menace à peine voilée. 4. Selon une symbolique éprouvée, des petits entrepreneurs conduisent un enterrement parodique de leur profession (octobre 1982). 5. En 1977, les ouvriers du livre manifestent à vélo. Les mineurs de Gardanne et les ouvriers des chantiers navals de La Seyne, voulant, eux aussi, «faire l'événement», parviennent seulement à produire «un incident regrettable». *Le Monde* (14 mars 1984) : «Des milliers d'entre eux ont pour toute perspective le chômage. Ils veulent que cela se sache et ont profité de la présence des caméras de télévision et des journalistes. Mais Hinault est pressé. (...) Alors le 'Blaireau' fonce dans le tas. Il croit forcer le barrage. On l'agrippe. On le jette à bas de sa machine. On lui donne quelques coups. Hinault réplique. Le Breton a du punch. Rapidement des manifestants réussissent à arrêter la bagarre. Mais le mal est fait. (...) On est pas très à l'aise du côté des manifestants. (...) A Paris, la CGT estime dans un communiqué que 'les incidents regrettables' survenus au cours de l'étape 'témoignent de l'exaspération des travailleurs qui vivent une situation dramatique depuis plusieurs mois'». 6. Bien qu'elle semble s'inspirer du monôme d'étudiants, la manifestation des étudiants en médecine (mars 1983) s'inscrivait dans une stratégie très élaborée qui a donné lieu à une thèse en médecine de Bernard Pierre, ancien leader du mouvement chargé des relations avec le Cabinet de relations publiques Bongrand que les responsables étudiants avaient consulté pour «développer une image plus positive auprès du public et des médias». *Libération* (20 mars 1984) rapporte notamment comment dans sa thèse («La médecine hospitalière sous le feu des médias») l'auteur décrit la stratégie préconisée par le Cabinet Bongrand afin «d'opérer un changement radical des comptes rendus des médias» à un moment où, après 15 jours de grève, le mouvement allait «s'éteindre à petit feu dans le désespoir et la résignation» : il fallait «en finir avec les exposés techniques spécialisés, les problèmes catégoriels et ne parler que de la santé des Français» ; (...) «uniformiser le langage» : «pour ce qui est des interviews aux médias nationaux, une seule personne, toujours la même, devra s'exprimer : un homme, ni trop beau ni trop laid, ne paraissant pas trop jeune, pas mal rasé, sérieux sans paraître 'coincé', détendu sans être trop décontracté».

avaient réussi à avoir dans toute la presse. La production de ces actions s'apparentait sous bien des rapports au travail de publicitaires cherchant à lancer une campagne pour vendre un produit : outre que ces actions devaient être «spectaculaires, rapides, non violentes, identifiables tout en suscitant la sympathie du public», elles devaient dans leur contenu correspondre à l'image que l'opinion se fait des étudiants en médecine», les mini-barricades et le dépavage de rues ayant été des actions critiquées par les politiques parce que non conformes à une tradition de style «carabin».

Il suffit de comparer ces actions de commandos produites pour la presse et destinées à frapper «l'opinion publique» tout en présentant de soi une bonne image avec les actions de commandos spontanées et violentes, fréquentes dans le milieu agricole, pour voir qu'il existe des conditions sociales de production de l'événement «bon à penser» pour les journalistes. Une action symbolique à fort capital culturel tend à être une action globalement «bien vue» (aux deux sens) par une partie importante du champ journalistique et a de fortes chances de susciter rapidement la sympathie et la compréhension d'un secteur suffisamment large du champ pour déclencher presque automatiquement une campagne de presse favorable. A l'inverse, les actions brutales par lesquelles s'exprime l'exaspération de groupes sociaux dominés ne disposant que de leur force physique pour s'exprimer sont spontanément «mal vues» par la presse qui devient pour ceux-ci un obstacle supplémentaire.

Les défilés de masse paraissent se situer aux antipodes des actions spectaculaires de commandos qui peuvent toujours être perçues comme des «coups montés» par ou pour la presse. Si la presse peut prendre ses distances par «conscience professionnelle» à l'égard des actions trop visiblement manipulatoires, elle ne peut éviter de rendre compte, même lorsqu'elle n'a rien à en dire, des rassemblements de masse organisés qui pourtant appartiennent, de façon sans doute moins visible et donc plus efficace, à la classe des actions produites pour la presse et dont on peut se demander si elles existeraient sans elle. «A mi-parcours, c'était déjà gagné» note François Guillaume à propos de la manifestation du 23 mars. «La réticence des nouveaux maîtres de la télévision vis-à-vis de nous ne peut pas prendre le pas sur la fibre professionnelle des journalistes de terrain impressionnés par notre démonstration (...). La plupart des reportages du lendemain notaient l'accord parfait entre les participants et leurs responsables» (19). Si la manifestation de masse est, comme on le voit, plus sûre dans ses effets d'imposition, elle suppose aussi, le plus souvent, la mise en œuvre d'un capital institutionnel et économique plus important. Une telle stratégie ne peut être le fait que d'institutions déjà établies qui, comme l'Eglise ou les syndicats, disposent de tout un capital accumulé au cours de leur histoire et ont à leur service un grand nombre de professionnels travaillant pour l'institution («les permanents») mais aussi de bénévoles (les «militants» et les «sympathisants») qui représentent une force de mobilisation souvent considérable et surtout un nombre important de simples adhérents qui peuvent, selon les circonstances, être sollicités à manifester publiquement. La puissance matérielle et la force mobilisatrice d'un syndicat qui, comme la FNSEA, s'est trouvé associé depuis une trentaine d'années à la cogestion de la profession, et qui dispose d'un

capital économique et de relations considérable ont rendu possible une mobilisation sur une base très large dont le succès a contribué à accroître ou, pour le moins, à renforcer ce que l'on pourrait appeler le capital de crédibilité des porte-parole du groupe qui, lui-même, selon la logique qui fait que le capital va au capital, tend à renforcer le capital économique et institutionnel du syndicat.

Toutes les facilités ont été prévues pour faire monter à Paris le plus grand nombre possible des simples adhérents du syndicat : 1 500 cars, selon la FNSEA, ont été mobilisés pour la circonstance. «Le département du pruneau, écrit le correspondant du Lot-et-Garonne du *Matin*, allait fournir 200 participants à la manifestation de la FNSEA, trois cars avaient été affrétés pour un prix de 20 000 F. Mais faut ce qu'il faut, déclare Roger, on ne peut pas à la fois vouloir faire une manif de grande envergure et lésiner sur les frais de déplacement» (*Le Matin*, 24 mars 1982). Certaines informations feront même état du paiement, par certaines caisses locales du Crédit agricole, des frais de déplacement. Tous les arguments et toutes les pressions furent employés pour décider les agriculteurs les moins militants à se déplacer. L'envoyée spéciale de l'hebdomadaire agricole *Agrisept* dans le Cher raconte le travail de mobilisation réalisé par le syndicat : «Le Cher drainera 600 agriculteurs soit 13 cars pour 28 cantons agricoles». (Le président de la FDSEA) en espérait 1 000 mais, reconnaît-il, «dans le Cher, on mobilise moyennement. Les gens ici sont modérés». Depuis le début mars, il a commencé sa campagne par une réunion du conseil d'administration de la Fédération puis par une lettre aux président cantonaux qui l'ont transmise aux 210 présidents communaux. Chaque canton organisait le départ. Pas de centralisation» (*Agrisept*, 26 mars 1982).

Le «tribunal de l'opinion»

Le champ journalistique n'agit pas seulement à travers la relation qui s'établit entre chaque journal et ses lecteurs. La lecture systématique de toute la presse, à travers les revues ou les dossiers de presse notamment, est un mode de lecture spécifique qui est pratiqué par les journalistes (par intérêt professionnel), mais aussi par le personnel politique et, d'une façon générale, par tous les «décideurs» (par intérêt politique) et exerce une action propre sur eux. Il est peu de cas où se laisse voir aussi clairement l'action quasi structurale qu'un champ peut exercer en tant que sujet collectif : les revues de presse sont en effet autant de formes objectivées du champ journalistique et agissent comme telles sur ceux qui les produisent et les lisent. La revue de presse quotidienne impose au champ politique une liste hiérarchisée des événements qu'il tend à reconnaître dans la mesure où il a lui-même contribué, pour sa part, à la produire ; elle fait exister matériellement, face aux hommes politiques, un véritable tribunal de commentateurs politiques qui, parce qu'ils sont censés représenter tous les secteurs de l'opinion publique, tendent à être traités par le champ politique comme un condensé ou comme un substitut de l'opinion publique «réelle». Les sondages d'opinion, commandés régulièrement par la presse et derrière lesquels elle semble s'abriter, pourraient bien avoir pour fonction essentielle de faire croire en l'existence de l'opinion publique, partenaire obligé de la classe politique et du champ journalistique, public devant lequel et au nom duquel se joue le jeu politique.

«La FNSEA avait prévenu : pas de slogans qui nous discréditeraient aux yeux de l'opinion publique et de la presse», rapporte un journaliste de *Agrisept*

19- F. Guillaume, *op. cit.*, p. 14.

Le retour des manifestations dans le champ politique

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
Sous-Direction de l'Information
PRESSE

REVUE DE PRESSE

Mercredi 24 Mars 1982

La manifestation des agriculteurs à Paris, la spéculation contre le franc, le coup d'état au Guatemala et les difficultés du gouvernement israélien font les gros titres, ce matin.

Plus de 100 000 paysans, selon la FNSEA, 58 000 selon la Préfecture de Police ont défilé dans le calme sur 7 kilomètres entre Nation et la Porte de Pantin rend compte l'ensemble de la presse. LE QUOTIDIEN qui présente cette manifestation d'hier comme "une immense jacquerie pacifique" souligne que les agriculteurs ont, tout au long de la journée dialogué avec les parisiens; Il y eut aussi des manifestations en province : 10 000 agriculteurs ont manifesté dans les rues de Périgueux, indique LE FIGARO-AURORE. Et les membres dissidents, du Comité de Guéret, de la FNSEA ont manifesté hier à Clermont-Ferrand, note LIBERATION. Les commentaires sont nombreux ce matin : "Les organisations agricoles ont gagné leur pari en démontrant leur capacité de mobilisation", titre LE NOUVEAU JOURNAL. Dans le même sens LE FIGARO-AURORE estime qu'il s'agit d'un "succès incontestable pour le monde agricole mais aussi une victoire personnelle de François Guillaume". Si LIBERATION reconnaît que c'est "la plus grande manifestation paysanne depuis 20 ans et la plus grande contre la gauche depuis 1968", L'HUMANITE dénonce : "Paysans mécontents : la droite s'efforce de dévoyer le mouvement". LE PARISIEN, LE QUOTIDIEN et LE MATIN rappellent les raisons de l'inquiétude des paysans qui s'axent autour de trois thèmes : la baisse du revenu, l'avenir de la politique agricole commune et le problème viticole. Des thèmes développés hier lors du meeting de la Porte de Pantin par Michel Fau (CNJA) et François Guillaume. Ce dernier a déclaré : "Cette manifestation et ce meeting sont une réponse magistrale et unitaire à tous ceux qui contestent la représentativité de la FNSEA", rapporte LE FIGARO-AURORE. Il a aussi, indique LE QUOTIDIEN condamné le projet d'offices du gouvernement qui, selon lui, propose "l'étatisation des marchés". En matière européenne, le président de la FNSEA a réaffirmé que les agriculteurs attendent une hausse des prix agricoles de 16% pour la prochaine campagne. Si les britanniques, a-t-il ajouté, "s'obstinent dans leur chantage", il faudra obtenir un accord sans eux. "La manifestation des agriculteurs français, mardi, à Paris, a estimé Mme Cresson, rapporte l'ensemble des quotidiens, est de nature à faire pression sur les partenaires de la France dans la Communauté européenne". "Ces autres catégories sociales manifestent, a-t-elle ajouté. Je ne vois pas pourquoi les agriculteurs ne manifesteraient pas non plus leur mécontentement", en précisant que l'on "ne pouvait admettre la baisse de leurs revenus depuis huit ans". Dans une interview à LIBERATION, Michel Fau (CNJA) indique "Nous rappelons simplement au gouvernement ses promesses". Interrogé par LE MATIN, J. Chirac critique la politique agricole du gouvernement. Enfin, LIBERATION donne la parole à "un riche paysan de gauche". C'est aussi l'occasion pour Michel Roux, économiste de donner, dans la CROIX, son point de vue sur 300 jours de politique agricole socialiste.

... / ...

(26 mars 1982). Véritable instance autonome qui semble assister aux luttes politiques, l'«opinion publique» est ainsi prise à témoin et même à partie : on veut la mettre de son côté pour faire céder l'adversaire. «L'opinion publique jugera» déclarent les hommes politiques et les responsables syndicaux, se faisant ainsi involontairement l'écho de Robespierre qui avait pris «l'engagement formel de ne jamais porter (ses) plaintes à d'autre tribunal qu'à celui de l'opinion publique» (20). En fait l'opinion publique tend à se confondre, pour une part, avec l'opinion

que les journalistes se font de l'opinion publique, quand ce n'est pas, plus simplement encore, avec leur opinion propre, ceux-ci s'abritant derrière l'ambiguïté des formules dans lesquelles l'«opinion publique» ou «les Français» ne sont que des sujets apparents.

Lorsqu'un journaliste écrit par exemple que «l'opinion publique n'acceptera pas une prolongation du conflit routier», donne-t-il sa propre opinion transfigurée («je n'accepte pas que...»), son opinion sur ce qu'il espère de l'évolution de l'opinion des autres («j'espère bien que les Français dans leur majorité n'accepteront pas...») ou encore le constat informé et purement objectif d'une évolution prévisible ? On n'en finirait pas de relever les lapsus où se trahit ce pro-

cessus de réduction de l'Opinion publique à l'opinion des journalistes tel le cas, relevé au hasard, de ce journaliste de radio qui, présentant une revue de presse à propos du conflit des routiers en février 1984, évoquait «l'état de nerfs de la presse, donc des Français».

Les manifestations produites par et pour la presse sont en dernière analyse des actions destinées à agir sur l'opinion que les journalistes se font de l'opinion publique dans la mesure où celle-ci exerce une efficacité propre à l'intérieur du champ politique. Cependant le «pouvoir» de la presse n'agit que dans certaines limites, les journalistes étant les premiers à savoir qu'ils sont des manipulateurs manipulés. C'est parce que le champ journalistique fonctionne aujourd'hui à l'intérieur du champ politique que les groupes sociaux doivent compter avec la presse. Les journalistes tendent à être les arbitres apparents de jeux souvent pipés dans la mesure où, observateurs souvent pressés et revendiquant même parfois une certaine incompétence (21), ils ne voient et ne donnent à voir que ce que le champ politique leur laisse voir. Le champ de la presse tend à être aujourd'hui un sous-champ à l'intérieur du champ politique comme en témoignent entre autres indices cette sorte d'hyperesthésie du personnel politique à tout ce qui est écrit dans la presse ou montré à la télévision ou encore le succès et la multiplication des émissions politiques, à la radio et à la télévision, dans lesquelles les hommes politiques, délaissant en partie les Assemblées parlementaires et les préaux d'écoles, viennent s'expliquer devant un tribunal de journalistes qui leur posent les questions que, pensent-ils, «toute l'opinion se pose» et qui, loin de contribuer à la «démocratisation» de la politique, participent en réalité à la fermeture du jeu à l'intérieur du champ journalistique. Les interviews de personnalités politiques que les journaux s'arrachent, les conférences de presse de porte-parole politiques soigneusement retranscrites et commentées par les médias, les déclarations officielles du pouvoir qui donnent lieu aux exégèses journalistiques, les voyages présidentiels largement couverts par des nuées de reporters sont autant de manifestations du degré zéro du journalisme entendu comme activité autonome ayant ses propres déterminations et ne font que manifester la dépendance du champ journalistique par rapport au champ politique qui lui impose ses hiérarchies, ses problèmes, voire ses sanctions (22).

L'évolution, sous ce rapport, d'un journal comme *Libération* constitue un bon indice, qui vaut a fortiori, de ce processus d'intégration du champ journalistique dans le champ politique : véritable défi, à l'origine, contre la dépendance de la presse à l'égard d'une représentation dominante de la politique, *Libération* était né de l'intention de briser l'information contrôlée par les appareils officiels (en particulier syndicaux et politiques) : il s'était fait une place originale mais très marginale en privilégiant, contre les déclarations officielles, les reportages sur le terrain ou en traitant sur un mode politique, dans la rubrique «justice» notamment, des sujets négligés par la grande presse ou rejetés dans la rubrique peu prestigieuse

(politiquement et socialement) des «faits divers» ou des «chiens écrasés». La professionnalisation du journal qui a suivi la phase militante, l'accroissement du tirage qui le faisait entrer dans le champ de la presse parisienne comme concurrent réel, le vieillissement de l'équipe d'origine moins portée au travail de terrain qu'installée, dans les nouveaux locaux du journal, derrière des téléphones, bref l'ensemble des stratégies journalistiques visant à faire de *Libération* un journal «sérieux» à sa manière ne peuvent se comprendre complètement si l'on ne voit pas qu'elles se sont accompagnées d'un processus d'intégration rapide du journal dans le champ politique établi. La conquête de la respectabilité politique (qui n'est pas ici synonyme de respectabilité bourgeoise) dont témoigne entre autres la position occupée aujourd'hui par le directeur du journal dans le champ journalistique (chronique politique hebdomadaire à la radio, participation aux débats télévisés, etc.) s'est payée parallèlement de la reconnaissance des hiérarchies du champ politique dont on trouverait facilement des indices à tous les niveaux : changement dans le recrutement des rédacteurs (notamment des rubriques «économie» et «social», dominantes aujourd'hui dans ce journal) qui sont plus largement issus des Sciences politiques, interviews de personnalités politiques particulièrement respectables (un premier ministre, la présidente de l'Assemblée européenne, l'archevêque de Paris, qui donnent, du même coup, de la respectabilité politique au journal, etc.). La conception de la politique du journal tend ainsi à s'aligner sur celle qui est imposée par le champ politique sur le champ de la presse : ce ne sont plus, par exemple, d'illustres inconnus condamnés lourdement par une justice «de classe» qui font la «une» du journal mais, comme pour n'importe quel autre quotidien, avec une distanciation au moins apparente dans les titres, les déclarations des principaux leaders politiques et syndicaux.

Augustin Cochin montre comment, avec la Révolution, apparaît une «opinion sociale», opinion «artificielle» de quelques-uns, formée, imposée et régnante dans certaines conditions déterminées et qui imite l'ampleur et l'unité d'un grand mouvement d'opinions sans perdre la cohésion et la conduite d'une cabale (23). Si nombre d'analyses des historiens de la Révolution française peuvent se transposer facilement à la période contemporaine, c'est peut-être parce que la Révolution a dû poser explicitement la plupart des questions que le champ politique doit résoudre encore aujourd'hui mais sur un mode implicite. Il ne suffit pas d'inventer de nouveaux principes de légitimité à l'action politique comme le Peuple, la Nation ou plus récemment l'Opinion publique. Encore faut-il savoir qui a le droit de les invoquer et de parler en leur nom. L'opposition, sous la Révolution, entre les militants des clubs qui prétendaient figurer le Peuple et les députés élus qui s'estimaient les représentants légaux de la Nation, c'est-à-dire l'opposition entre les élections et les manifestations de rues est une structure récurrente du fonctionnement politique. Comme dans les «journées d'émeutes» sous la Révolution, mais de façon plus pacifique, les manifestations et défilés de masse veulent se donner à voir comme autant d'incarnations du Peuple et cherchent à faire pression sur les représentants sortis des urnes (24).

Pour illustrer ce jeu permanent entre les sondages, les manifestations de rues et les procédures électorales, on peut citer quelques réactions caractéristiques du personnel journalistico-politique à la manifestation de Versailles du 4 mars 1984 en

21—Incompétence sans doute variable selon les journaux et les domaines mais qui est revendiquée comme qualité professionnelle parfois indispensable pour «aller à l'essentiel» par opposition au savoir compliqué des spécialistes.

22—Comme on l'a vu par exemple dans l'incident dit «de la grue de Latche» : les dirigeants d'une société de diffusion de télévision furent politiquement sanctionnés parce qu'un entretien en direct avec le président de la République n'avait pu avoir lieu pour des raisons techniques de retransmission.

23—A. Cochin, *L'esprit du jacobinisme*, Paris, PUF, 1979.

24—Les historiens montrent que jusqu'au 17^e siècle, l'élection n'avait pas le sens juridique restreint qu'elle a pris par la suite. Être «élu» c'était simplement être choisi ou désigné par une autorité sans que cela implique le vote libre et la loi de la majorité comme c'est le cas dans la procédure électorale de type moderne (cf. R. Chartier, La convocation aux États de 1614. Note sur les formes politiques. in *Représentation et vouloir politiques*, Paris, EHESS, 1982, pp. 53-62).

faveur de l'école privée : commentant cette manifestation, un journaliste de radio, après avoir constaté qu'il n'avait « rien vu de semblable depuis les grandes manifestations syndicales de mai 1968 » en conclut que « l'on peut vraiment dire que les Français souhaitent la liberté de l'enseignement » ; un autre commentateur se bornera plus directement à constater que l'ampleur de cette manifestation s'explique par « le décalage entre la représentation politique institutionnelle et la *vox populi* » ; enfin un responsable politique RPR favorable à l'enseignement privé déclarera, citant un sondage d'opinion ambigu : « Plus de 75 % des familles souhaitent la liberté de l'enseignement : ce n'est pas moi qui le dis mais les Français qui s'expriment à travers les sondages et les manifestations ».

Dans ses rapports avec le pouvoir politique, le monde agricole offre, en raccourci ou en accéléré, un échantillon des formes inventées depuis la Révolution pour manipuler le rapport de représentation. Avant mai 1981, la FNSEA incarnait la figure du représentant de droit de la paysannerie, le partenaire « d'élection » du pouvoir politique au sens que l'expression avait à l'origine (25). Contestée dans son monopole de représentation, la FNSEA a réinventé le suffrage censitaire, François Guillaume déclarant par exemple que « la représentativité se mesure en fonction de la qualité » (*Les Nouvelles littéraires*, 25-31 mars 1982) et surtout elle a organisé une mise en scène de sa représentativité numérique. Contre la démonstration de rue et la part de bluff qu'elle comporte toujours, le pouvoir politique a renvoyé aux urnes (élections aux Chambres d'agriculture), invoquant la conception purement quantitative de la représentativité telle qu'elle fonctionne aujourd'hui dans le champ politique (26). Et, à la loi du nombre, il a, en outre, ajouté une autre forme moins pratiquée aujourd'hui, celle des « états généraux », qui prétend recueillir les « vraies » doléances de la base (27). Mais qu'il s'agisse de votes, de manifestations à grand spectacle, ou de procédures visant à donner directement la parole aux agriculteurs, il se pourrait bien que ces formes apparemment concurrentes s'accordent, par-delà leurs oppositions, sur le fait qu'il existe une « base » qui pense et veut quelque chose.

Groupes réels et acteurs collectifs

Si la question de la représentation constitue un des problèmes majeurs de l'histoire de la pensée politique, c'est peut-être parce que la politique qui est avant tout lutte pour savoir qui a le droit de parler et au nom de qui, c'est-à-dire lutte pour la prise de la parole et art de parler pour les groupes (28), produit,

dans nos sociétés, étant donné leurs dimensions morphologiques, la nécessité de porte-parole et de représentants patentés chargés de dire ce que pensent des « groupes » qui sont moins des ensembles réels d'individus que des entités relevant de la métaphysique sociale (29). On le voit lorsqu'on s'interroge sur la nature de « groupes » dont certains agents sociaux sont les représentants. Il n'est pas excessif de penser, comme l'avait vu Durkheim qui opposait déjà les groupes professionnels structurés aux individus qui ne se connaissent pas et vont les uns derrière les autres défiler devant les urnes (30), que l'essentiel du jeu politique se joue précisément dans la construction sociale de groupes politiques plus ou moins homogènes ou réels, c'est-à-dire dans le choix des acteurs collectifs qui peuvent légitimement participer à la lutte politique et dont la parole est reconnue comme « politique » ou, si l'on veut, comme parole d'un groupe et non comme simple opinion individuelle.

« Les Français pensent que... », « les agriculteurs veulent que... », « les céréaliers de Beauce exigent que... », « les petits paysans de telle commune sont favorables à... » : il existe, entre ces diverses formulations apparemment analogues, des différences qui ne sont pas seulement quantitatives ou de degré parce que les groupes qui sont les sujets collectifs de ces propositions ne sont pas des réalités sociales de même nature. Qu'y a-t-il de commun, en effet, entre un petit groupe local, ou un groupe primaire comme l'ensemble des paysans d'une même commune, qui se connaissent, qui sont liés par des relations d'entraide et/ou de parenté, qui partagent le plus souvent un même mode de vie et des opinions que chacun affiche publiquement et par lesquelles le groupe renforce et entretient sa cohésion ; entre un groupe d'intérêts professionnels, groupe objectif qui rassemble, dans une association, des professionnels qui ne se connaissent pas nécessairement mais qui, ayant des intérêts professionnels communs, cherchent à les défendre, et un groupe en partie nominal, statistique, abstrait ou, si l'on veut, idéologique comme celui des « agriculteurs » par exemple, dénomination qui prétend regrouper dans un collectif moins réel que métaphysique tous les agriculteurs, quels que soient leur âge, leurs revenus, leur activité professionnelle, leur localisation géographique ou la fraction de classe à laquelle ils appartiennent. De même que « l'opinion publique » que croient enregistrer les instituts de sondage n'existe pas en soi mais est un artefact produit notamment par les instituts de sondage eux-mêmes (31), de même « les agriculteurs » n'existent pas comme groupe, c'est-à-dire comme collectif réel. Cela ne signifie pas, bien évidemment, que la catégorie « agriculteurs »

25—En période de crise politique notamment où « la rue » cherche à l'emporter réellement sur « les urnes » comme on l'a vu par exemple dans les émeutes parisiennes de février 1934 où les manifestants voulaient prendre réellement le Palais-Bourbon, ou plus récemment en mai 1968 où le pouvoir, contre la rue, chercha à mobiliser la « majorité silencieuse » qui s'exprime dans les urnes.

26—Un homme politique qui se voulait sans doute réaliste déclarait, il y a quelques années, que « les votes ne se pèsent pas mais se comptent ».

27—Sur le déroulement des « états généraux du développement agricole » (mai 1982-février 1983) et les formes subtiles de manipulation auxquelles ils ont donné lieu, voir, dans ce même numéro, l'article de Charles Suaud.

28—Comme le rappellent les ethnologues, le chef dans les sociétés primitives est celui qui sait parler, ou, ce qui revient au même, qui a le droit et le devoir de parler pour la tribu. Il est celui qui règne sur la tribu en régnant sur les mots de la tribu et qui doit mobiliser son talent oratoire pour convaincre et apaiser les différends. Cf. P. Clastres, *La Société contre l'État*, Paris, éd. de Minuit, 1974, pp. 133-136.

29—Sur la constitution des grandes unités étatiques excluant toute démocratie « directe » et sur les conséquences de la formation des grands « monopoles politiques », voir N. Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

30—E. Durkheim, *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1969, p. 138.

31—Cf. P. Bourdieu, L'opinion publique n'existe pas, *Les Temps modernes*, 318, janvier 1973, pp. 1292-1309.

Les élections aux Chambres d'agriculture (janvier 1983)

Les élections aux Chambres d'agriculture qui eurent lieu en janvier 1983 auraient dû permettre, semble-t-il, d'apprécier de façon indiscutable la «représentativité» de la FNSEA (et du CNJA). En fait, comme dans la plupart des élections politiques, le sens de tels votes dont les «motivations» sont sans doute encore plus hétérogènes que celles qui sous-tendent la participation à des manifestations, loin d'être clair et évident, est en réalité produit par la lutte entre les organisations syndicales, les commentateurs politiques et le pouvoir politique pour imposer une interprétation aux votes. Interprétation d'autant moins évidente ici que les situations locales étaient particulièrement disparates et que les listes elles-mêmes en présence, c'est-à-dire l'offre locale d'opinion politico-syndicale, étaient très diversifiées et variables selon les départements, ce qui rendaient problématiques les totalisations au plan national.

La FNSEA n'avait pas pourtant ménagé ses efforts pour unifier les listes qu'elle présentait : le 17 novembre 1982 était créé par François Guillaume le sigle «Unité et force paysannes» (UFP), qu'il accompagnait d'un court manifeste. Pendant un mois, François Guillaume mènera une véritable campagne électorale à l'américaine parcourant plus d'une trentaine de départements. Homme orchestre cherchant à orchestrer à son profit les élections, il raconte ainsi son travail de mobilisation :

«Toutes les régions ont été ainsi couvertes par nos réunions ; tous les problèmes ont été évoqués pour témoigner de l'attention que porte la FNSEA à chacun des agriculteurs, quelle que soit sa région, quelle que soit sa production. A Digne, j'ai parlé du mouton et de la lavande. A Angoulême, du cognac. A Chateaufort, des fruits et légumes et aussi du vin. A Perpignan, de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. A Rouen, des problèmes laitiers. A Rennes, des problèmes monétaires, du porc et des volailles. A Clermont-Ferrand, de l'agriculture de montagne. A Brive, de la viande bovine. A Poitiers, des problèmes sociaux. A Arras, de la fiscalité...».

*Pour accomplir en si peu de temps un tel périple, nous avons loué à une société d'aviation civile le petit jet qu'emploient quotidiennement des industriels ou même des dirigeants de coopératives de l'agro-alimentaire. Cet avion intriguait... On s'étonnait de cette dépense, comme si une organisation regroupant sept cent mille exploitations agricoles réalisant un chiffre d'affaires global de plus de 200 milliards ne pouvait se donner les moyens d'une campagne électorale digne de l'enjeu» (F. Guillaume, *Le pain de la liberté*, Paris, J.-C. Lattès, 1983, p. 205).*

En dépit des arbitrages rendus par Guillaume pour unifier les listes de la FNSEA, il y aura selon les départements des listes FNSEA et CNJA séparées, des listes FNSEA-CNJA uniques ; certaines seront placées sous le sigle UFP, d'autres non ; certaines listes seront des listes d'union UFP sans autre précision ; d'autres encore seront des listes d'union mais non UFP, etc. Cette situation qui n'est pas sans évoquer les élections municipales explique la lenteur avec laquelle, au soir des élections, le Ministère de l'agriculture (qui en la circonstance avait mobilisé les services du Ministère de l'intérieur) fut amené à donner les premiers résultats. Les impératifs de fabrication des journaux faisant que les journalistes ne pouvaient guère attendre tard dans la nuit laisseront à la FNSEA l'initiative de donner les premiers résultats qui seront dès lors repris par la presse et s'imposeront politiquement malgré les contestations qu'ils pouvaient légitimement susciter. Dans le récit suivant, François Guillaume raconte de façon naïve sa stratégie très peu naïve vis-à-vis de la presse :

«78, rue de Varenne (Ministère de l'agriculture) – 20 heures. C'est la grande soirée. On se croirait au ministère de l'intérieur un soir de législatives. De grands tableaux sont dressés avec en ordonnée les départements, en abscisse les listes en présence. Le détail affiché de celles que nous regroupons marque déjà les intentions ministérielles de fractionner nos

résultats en tendances. (...) Curieusement, passé 21 heures, rien n'apparaît encore sur les tableaux alors que les derniers bureaux de vote ont été fermés à 18 heures. Le cabinet du ministre rassure l'assistance. A 22 h 30, le ministre fera une déclaration. Mieux vaut attendre ; les titres des journaux du lendemain seront plus fiables.

Alors, comme une volée de moineaux, les journalistes frustrés désertent la rue de Varenne pour s'abattre rue de La Baume. Je les attendais. J'ai bien envie de les taquiner un peu. Je les invite à notre buffet. Ils ont surtout faim des résultats. Je leur promets les vingt premiers départements pour 22 heures.

A l'heure dite, avec une certaine solennité, le président du CNJA qui nous a rejoints et moi-même annonçons les chiffres pour vingt départements bien répartis sur le territoire national :

- le taux de participation s'établit à 72 %.
- le score de la FNSEA s'élève à 69,8 %.

Avant de me livrer aux radios, je me déclare prêt à annoncer pour 23 heures les résultats de cinquante départements et pour minuit la totalité. (...)

Il nous reste à valoriser notre victoire. De bonne heure, la presse parlée, écrite, salue notre succès. Je peux enfin m'exprimer sur Antenne 2 pendant quelques minutes, au journal de midi, et préciser l'état de nos conquêtes. (...) Il était temps car, le soir même, la propagande ministérielle se réveille, cherchant à nous grignoter notre pourcentage. Le ton de la télévision d'État en est marqué. TF1 me refuse le direct à 20 heures et ampute ma déclaration des trois quarts, signant ainsi la déconvenue ministérielle. Mais l'opinion n'est pas dupe et refuse de s'en laisser conter. Nous avons gagné et bien gagné ! Aux yeux de tous, c'est incontestable. Pourtant le ministère ne désarme pas. Dans de nouveaux comptes, il nous retire les suffrages des listes présentées par sept de nos fédérations départementales. Parmi celles-ci la fédération du Vaucluse dont le président est le trésorier de la FNSEA !

*Quelques jours après, Jacques Chapus m'invite à son journal de 18 heures sur RTL pour préciser les choses. Avec lui je me sens à l'aise. Ses questions, aussi intelligentes que directes, valorisent toujours l'interlocuteur. A l'heure dite, une liasse de feuilles à la main, il s'installe dans le studio devant un nœud de micros, son traditionnel verre de whisky bourré de glaçons à portée de mains, les lunettes campées sur le haut du front. Il entame, d'une voix rauque qui passe remarquablement sur les ondes, l'énoncé des nouvelles dont il a fait préalablement le tri. Quelques secondes avant de m'interpeller, d'un coup de menton interrogateur, il s'assure que je suis prêt à lui répondre (F. Guillaume, *op. cit.*, pp. 210-212).*

Une autre présentation des résultats était possible qui n'aurait pas crédité le président de la FNSEA d'un score aussi important : si l'on additionne les voix obtenues par les listes explicitement placées sous le sigle UFP créé par Guillaume et qui peuvent être interprétées, dans le meilleur des cas, comme autant de voix plébiscitant le leader paysan, on n'obtient que 54 % des voix.

n'existe pas ni même que des individus ne se rangent pas ou ne sont pas rangés par d'autres dans cette catégorie. Encore que l'accord ne soit pas unanime sur ce point puisque certains lui préférèrent la catégorie «paysans» et que d'autres la rejettent comme expression péjorative. Ne faut-il pas voir précisément dans ce désaccord à propos de la désignation, sous une même dénomination, d'une population hétérogène l'indice que ce qui existe en fait, ce n'est pas le groupe comme simple donnée sociale à enregistrer mais un processus social (et politique) de fabrication de collectifs sociaux, c'est-à-dire ici un ensemble d'agents qui sont intéressés à la production ou à la reproduction de la catégorie «agriculteurs», qui la manipulent ou sont manipulés par elle (32) ?

La pensée ordinaire sur le monde social, qui est spontanément substantialiste, accorde, sans problème le plus souvent, l'existence pleine et entière à ces substances socialement produites qui présentent à la fois suffisamment de vraisemblance, d'imprécision et de flou pour pouvoir fonctionner sans contradiction majeure dans les conversations quotidiennes : chacun peut penser concrètement ce qu'il veut (dans certaines limites) derrière la catégorie «agriculteurs» (un petit exploitant traditionnel ou un jeune agriculteur modernisé, une population directement côtoyée ou de simples personnages tirés de la littérature, etc...) en fonction de l'interlocuteur, du problème discuté et du type d'individus concrets que la catégorie lui évoque mais aussi compte tenu de la biographie, des lectures, de la profession, de l'âge, etc., de chaque agent social (33). Et il n'est sans doute pas excessif de penser que nombre de discussions ordinaires (et même scientifiques) n'existent qu'en raison des contenus variables que les individus mettent derrière ces entités collectives que Durkheim nommait «prénotions» et dans le malentendu plus ou moins involontaire qu'elles impliquent et entretiennent. Mais il ne suffit pas, comme le fait Weber, de montrer à propos précisément de l'expression «les intérêts de la paysannerie» que «ce sont surtout les concepts *collectifs*, pris à la langue courante qui provoquent les embarras» (34) car il s'agit moins ici de concepts logiquement confus que de collectifs socialement produits exerçant des effets sociaux qui, eux, sont bien réels. «L'obscurité rhétorique» que déplorait Weber ne peut être levée par une simple «détermination claire, rigoureuse et conceptuelle» (35) puisque cette obscurité est précisément le produit, socialement nécessaire, de la lutte que se livrent les agents sociaux qui sont partie prenante dans la production ou la reproduction de ces collectifs ou qui cherchent à en imposer une définition ou une délimitation parmi d'autres possibles, luttes d'autant plus interminables qu'il s'agit de luttes symboliques autour de la définition d'entités collectives qui n'existent pas en elles-mêmes et ne peuvent donc imposer la matérialité scientifiquement indiscutable de leurs propres limites.

Dans la mesure où les changements dans le champ politique entraînent, le plus souvent, des changements dans le poids que le pouvoir politique est prêt à accorder aux représentants établis des groupes sociaux et où l'un des enjeux importants de la politique réside dans le choix des interlocuteurs que le pouvoir désigne comme «valables» c'est-à-dire comme «représentatifs» (ou l'inverse), il s'ensuit que ces périodes de transition se révèlent particulièrement intéressantes pour saisir les luttes politiques qui sont liées au travail de production et de délimitation des catégories sociales et aux formes spécifiques que prennent les luttes pour la représentation de celles-ci. On le voit de façon évidente dans le cas de l'agriculture où la question, préalable à toute négociation politique, que le pouvoir socialiste n'a cessé de poser durant plusieurs mois à la FNSEA, a concerné la nature et l'étendue exacte de sa représentativité, c'est-à-dire, en réalité, la nature et l'étendue du groupe qu'elle représentait effectivement. La manifestation du 23 mars s'inscrivait dans le cadre de cette lutte et en constituait un moment fort.

On comprend pourquoi, en dépit des transformations considérables qui ont marqué, surtout depuis une trentaine d'années, le secteur agricole tant sur le plan économique que sur le plan morphologique, le «problème paysan» continue, avec une constance étonnante, à inaugurer dans une atmosphère de crise la plupart des changements politiques importants qui interviennent en France : les débuts de la Vème République furent marqués par une série de manifestations d'agriculteurs qui ont été à l'origine des lois cadres agricoles de 1960 et 1962. De même, peu de temps après l'accession de la gauche au pouvoir, en mai 1981, on a pu observer un regain de l'«agitation paysanne» et surtout une intense agitation des syndicats agricoles qui, en dépit des proclamations d'apolitisme des dirigeants, semblent liés, en grande partie, au changement politique. Pour apercevoir les effets politiques de la constitution de ces sujets collectifs, il suffit de comparer le secteur du commerce et de l'artisanat à celui de l'agriculture. Proche sous bien des rapports — il s'agit aussi d'une population hétérogène de travailleurs indépendants familiaux dont une large fraction est en déclin — le secteur de l'artisanat et du commerce tend pourtant à se transformer d'une façon politiquement plus discrète (en dehors de flambées éphémères et rares) bien que ce secteur soit aujourd'hui numériquement supérieur à celui de l'agriculture (7,6 % de la population active contre 6,5 % seulement pour les agriculteurs en 1982 (36)) et bien qu'il ait été beaucoup moins aidé financièrement par l'État. C'est que le poids politique des groupes sociaux n'est pas réductible à leur poids numérique. Si les agriculteurs sont aujourd'hui peu nombreux, ils occupent encore beaucoup d'espace géographique et bénéficient, par un effet d'hystérésis dans les représentations collectives, du poids numérique et politique qui était le leur il y a seulement quelques années (ils représentaient encore 20,7 % de la population active en 1954). La place symbolique occupée par les agriculteurs reste importante dans la mesure où, en outre, ils sont toujours le support de puissants fantasmes sociaux : hier, le paysan «sain et travailleur» contre les ouvriers «revendicatifs» ; aujourd'hui, le paysan «naturel» contre la vie «artificielle» et «polluée» des villes. Ce n'est pas le cas de l'artisanat et du commerce qui reste un secteur non unifié symboliquement et politiquement : outre le fait que ses effectifs, dans le passé, ne furent pas beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui et que ce secteur ne se superpose pas aussi totalement au monde rural comme c'est le cas des agriculteurs, il doit se défendre contre des stéréotypes essentiellement dévalorisants, en particulier celui de l'intermédiaire profiteuse («l'épicière»). Les problèmes de ce secteur qui n'a pu se constituer comme groupe social autonome dans le champ politique, tendent à rester des problèmes économiques et sociaux limités et conjoncturels.

32—Sur les usages, stratégiquement très contrôlés, par le syndicalisme agricole des concepts d'«agriculteurs» et de «paysans», voir S. Maresca, *Les dirigeants paysans*, Paris, Éd. de Minuit, 1983, pp. 223-227 notamment.

33—Il en serait de même pour les catégories d'ouvriers, de cadres, mais aussi de jeunes, de vieux, etc.

34—M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 206-209.

35—*Ibid.*, p. 210.

36—Cf. A. Desrosières, A. Goy et L. Thévenot, *art. cit.*, p. 65. A titre de comparaison, les «ouvriers» représentaient, en 1982, 32,5 % de la population active.

Institué au début de la III^{ème} République pour des raisons politiques comme entité autonome, le secteur agricole est demeuré, jusqu'à aujourd'hui, un secteur que l'on peut dire «hautement politisé», c'est-à-dire un secteur qui semble en prise directe avec le champ des luttes politiques. Et pas seulement parce que la population agricole a longtemps représenté une masse déterminante d'électeurs dont les partis politiques cherchaient à s'attirer les suffrages ou, plus récemment, parce que le secteur agricole dépend étroitement d'un ensemble de dispositions législatives inscrites dans une politique agricole nationale et communautaire. La politisation du secteur agricole paraît résider dans le fait même qu'une population socialement hétérogène et géographiquement atomisée s'est trouvée historiquement constituée, par le champ politique, comme un tout homogène, c'est-à-dire comme une sorte d'acteur collectif qui est censé vouloir et agir et dont on pourrait dire, en paraphrasant Jean-Jacques Rousseau, que la volonté générale transcende la multiplicité atomisée des volontés individuelles qui le compose. Inventer ainsi — ou, pour le moins, reconnaître officiellement — le «monde agricole» ou «les agriculteurs» comme sujet/objet autonome du champ politique avec tout son cortège de problèmes «agricoles», de politiques «agricoles», ses organismes officiels et ses institutions spécialisées (Crédit agricole, Mutualité agricole, Coopératives agricoles, etc.), c'est, du même coup, poser le problème des représentants légitimes de ce groupe social, c'est-à-dire celui des porte-parole habilités à dire ce que pense et ce que veut le groupe et à parler en son nom et à sa place dans les lieux de négociations politiques. Encore faut-il remarquer que la relation qui s'instaure entre un tel groupe et ses représentants n'est pas simple dans la mesure où l'on ne sait jamais complètement, comme dans le cas «des cadres» par exemple (37), si ce sont les représentants qui inventent le groupe ou le groupe qui produit ses représentants. Il est d'ailleurs probablement peu pertinent de savoir, s'agissant surtout du monde agricole, si le groupe existe indépendamment de ses représentants syndicaux ou bien si l'unité de cette population des «travailleurs de la terre», dont on a souligné depuis longtemps l'individualisme foncier, n'est pas le produit d'un travail d'unification principalement réalisé par les organisations professionnelles agricoles. En fait, il suffit que le groupe existe socialement, que les «agriculteurs» (comme catégorie) soient devenus un acteur à part entière du champ politique pour que les problèmes agricoles deviennent «politiques».

Les manifestations, meetings et défilés constituent, à cet égard, des formes de mobilisation particulièrement intéressantes dans la mesure où il s'agit de regroupements dont le rôle politique considérable tient au fait que ce sont des groupes intermédiaires entre les groupes sociaux réels et les collectifs qui n'existent que comme catégories sociales (au sens de catégories socialement produites). Des groupes réels, ils ont, si l'on peut dire, la réalité puisqu'il s'agit de regroupements concrets et visibles d'individus qui se rassemblent (le plus souvent parce que sous un rapport au moins ils se ressemblent) dans un même espace, à la différence des collectifs qui sont le produit de totalisations abstraites et n'accèdent à l'existence sociale que parce qu'il existe des agents

sociaux procédant à ces totalisations comme par exemple le statisticien d'Etat qui range dans une même catégorie tous les «agriculteurs» pour fournir des données qui permettront d'élaborer une «politique agricole» ou encore les instituts de sondage qui totalisent dans le meilleur des cas des opinions privées «réelles» et les transforment en «Opinion publique» en rendant publique l'addition. Mais ces rassemblements n'ont pas cependant la consistance des groupes réels en ce sens qu'il s'agit de regroupements ponctuels, éphémères, souvent hétérogènes, voire ambigus quant aux «motivations» des participants, fortement liés à des événements conjoncturels et qui supposent généralement ces totalisations spécifiques que sont les organisateurs de manifestations. Il ne faudrait pas croire cependant que les manifestations sont de purs artefacts. Les représentants ne peuvent pas produire décisoirement, comme des statisticiens, les groupes destinés à légitimer leur représentativité : il ne s'agit pas, en effet, d'additionner des chiffres mais de faire défiler réellement des individus réels, c'est-à-dire des individus ayant un intérêt à manifester. Le pouvoir mobilisateur des mots d'ordre, mis en avant par les organisateurs des manifestations, ne peut s'exercer que lorsqu'ils rencontrent des propriétés objectives communes inscrites dans les agents sociaux. Si la réussite des rassemblements suppose l'existence, en pointillés, de regroupements objectivement possibles, en retour, les manifestations exercent des effets propres et tendent à produire ou à renforcer les groupes en les rendant visibles et concrets à eux-mêmes : elles transforment des collections d'individus ayant en commun des propriétés sociales, qui parfois s'ignorent comme telles, en groupes d'intérêts pour soi, en groupes qui peuvent se compter et se percevoir ; elles peuvent par là même contribuer à faire exister les groupes par les actions collectives qu'elles engendrent et par le sentiment d'appartenance à des collectivités plus larges qu'elles parviennent à susciter. Et le souvenir de ces rassemblements, savamment entretenu par des commémorations et des photos-souvenirs, fournit, par-delà les regroupements éphémères de manifestants (que les organisateurs ne sont jamais sûrs de pouvoir reproduire), la nécessaire illusion de leur permanence (38).

Si la FNSEA, par exemple, est parvenue à détourner à son profit et à «nationaliser» les mécontentements sectoriels et locaux, souvent indépendants les uns des autres, de catégories très différentes de producteurs pour en faire le mécontentement de toute une catégorie sociale, c'est peut-être pour une part parce qu'elle a pu réactiver chez tous les agriculteurs, en venant les faire défiler à Paris notamment, ville symbolisant tout à la fois le pouvoir politique et les valeurs urbaines dominantes ; le fond anti-citadin et anti-étatique, produit par l'histoire, qui s'y trouve encore enfoui. En effet selon une logique qui n'est pas sans rappeler celle qui frappe les ethnies stigmatisées, chaque paysan, même celui qui a réussi, peut toujours se voir assimilé aux plus petits et peut subir du même coup le mépris socialement attaché à la catégorie tout entière. Le sentiment

38—Ces rassemblements éphémères sont destinés à être éternisés par les photographes — et notamment les photographes officiels des syndicats — pour entretenir le souvenir du groupe et contribuer par là à lui donner une certaine consistance. La FNSEA a filmé la manifestation du 23 mars 1982 et a eu l'occasion à plusieurs reprises d'en passer de larges extraits au cours de meetings tandis que nombre de photos du cortège parisien sont venues à point pour illustrer, dans les revues ou dans les ouvrages, le thème, à nouveau dominant dans les instances dirigeantes de la FNSEA, de «l'unité de la paysannerie».

d'infériorité commun à tout un groupe peut alors aisément servir de principe mobilisateur pour peu qu'il soit retourné contre les dominants : « Ami Parisien, rappelle-toi la menace contenue dans ce poème de ton enfance : Frère, fais ton pain, je ne te nourris plus » déclarait, lors du meeting de clôture, François Guillaume qui ajoutait : « Les paysans ont besoin de considération autant que de revenus ». Sans doute, par-delà ce fond anti-citadin — qui est d'autant plus efficace ici qu'il ne fait que réactiver des stéréotypes issus du champ politique lui-même (mais à une autre époque) et véhiculés en partie par l'école primaire —, apparaissent ici et là des oppositions internes et des conflits d'intérêts qui ne peuvent pas ne pas travailler des populations aussi diverses : « Aux passants qui engagent la conversation, rapporte par exemple un journaliste de *La Croix*, les paysans expliquent les revendications de leur organisation mais l'on passe assez vite aux points de vue personnels. Un agriculteur beauceron convient volontiers que 'tout n'est pas défendable dans les positions des viticulteurs du Midi' et un éleveur breton affirme que 'ses soucis sont autrement graves que ceux d'un céréalier d'Ile-de-France' » (25 mars 1982). Mais ces dissensions inévitables ne portent guère à conséquence dans la mesure où il s'agit seulement pour les organisateurs de produire un groupe qui impressionne et non pas un groupe pour agir. Traversés par des conflits internes, la plupart de ces vrais « faux groupes » ne résisteraient pas à l'épreuve de l'action commune et éclateraient en autant de groupes d'intérêts plus restreints mais plus réels.

On peut se demander si ce qu'on appelle communément « la politique » ne consiste pas, pour une large part aujourd'hui, à produire des actions de représentation avec, bien sûr, au premier chef, les élections des représentants politiques mais aussi avec les actions menées par les représentants des catégories sociales les plus diverses qui se succèdent ou se rencontrent dans les divers lieux officiels du pouvoir politique. Pour le champ journalistique, « la politique » tend à s'identifier principalement au chassé-croisé de déclarations, à l'intention de la presse, de représentants et de porte-parole qui prennent position les uns par rapport aux autres et fabriquent, parfois ex nihilo mais avec la complicité plus ou moins involontaire de la presse, l'« événement politique », par leurs seules déclarations devant les micros des radios ou les caméras de la télévision (39). Il serait sans doute plus exact de parler aujourd'hui de champ journalistico-politique tant la presse et la politique sont de fait étroitement liées. Il est des « événements » qui sont si fortement « attendus » par le champ journalistique, à la fois spectateur et acteur du jeu politique, qu'ils tendent à exister par anticipation.

Il serait, à cet égard, intéressant d'analyser les composantes du « temps de réaction », variable selon les journaux et selon les groupes sociaux cherchant à se manifester à l'attention de l'« opinion publique », entre la production des actions et leur éventuelle constitution comme « événement » par le champ journalistique : alors que tel journaliste de radio peut présenter, par avance, le passage d'un homme politique au « Club de la presse » comme l'« événement politique de la journée », il faut le plus souvent plusieurs semaines avant que telle grève de travailleurs émigrés du secteur de l'automobile ou telle « grève du lait » des agriculteurs de l'Ouest fassent la « une » des journaux parisiens. Et il serait probablement à peine excessif de dire que certaines actions publiques, comme la plupart des contre-manifestations à grand spectacle notamment, sont en grande partie produites parce que le champ journalistique les attend et parce qu'elles s'inscrivent dans le mode de fonctionnement journalistico-politique aujourd'hui dominant.

Ainsi, l'art de la politique pourrait bien être aujourd'hui pour l'essentiel l'art de jouer avec ces mécanismes proprement symboliques. Dans la mesure où les manifestations syndicales sont un moyen pour faire pression dans les négociations politiques et

pour imposer la croyance en l'existence de catégories sociales, le changement politique de mai 1981, en changeant les interlocuteurs privilégiés du pouvoir politique, a eu pour effet de contraindre des « catégories sociales » qui n'y étaient guère habituées à se manifester publiquement pour rappeler leur existence au pouvoir : alors que les manifestations organisées par les grandes centrales syndicales ouvrières se faisaient plus rares, du fait que leurs représentants occupaient une position plus forte auprès des organes politiques, de nouveaux cortèges, souvent insolites parce que inhabituels, ont envahi les rues de la capitale, tels les défilés de cadres, de patrons des petites et moyennes industries, de médecins, de professeurs ou encore, comme on l'a vu, d'agriculteurs. On comprend aussi les relations tendues qui s'instaurent presque toujours entre le pouvoir politique et le secteur de la presse étant donné le rôle stratégique que celle-ci occupe, le plus souvent sans le vouloir, dans les stratégies de faire-valoir par lesquelles les représentants des diverses catégories sociales cherchent à agir sur le champ politique en donnant à voir de façon réaliste et spectaculaire des collectifs sociaux qui doivent une large part de leur réalité sociale aux journalistes, photographes et caméramen présents le long des cortèges. L'action politique consiste ainsi, pour une large part, dans la capacité à produire ces véritables « faux groupes » qui sont moins des groupes d'action que des groupes de représentation et qui ne servent, pour l'essentiel, qu'à plébisciter ceux qui les organisent (40). L'art de la politique pourrait bien être en partie l'art de détourner l'énergie sociale spécifique qui est produite par ces rassemblements publics. Sans doute, les participants à ces groupes visibles de protestation peuvent-ils « auto-consommer », si l'on permet l'expression, une partie de l'énergie collective qu'ils produisent, notamment sous la forme éphémère du « plaisir d'être ensemble » ou sous la forme plus durable du « réarmement moral ». Mais la plus grande partie de cette énergie sociale est destinée à être captée par les représentants de ces groupes pour imposer la négociation, et surtout les négociateurs, avec le pouvoir politique.

Enjeu des porte-parole et des représentants de tous ordres, la presse échappe difficilement au rôle de faire-valoir et de porte-voix que ceux-ci veulent lui faire jouer. On ne sait pas toujours si le professionnalisme mis en avant par nombre de journalistes, et en particulier par ceux qui occupent les télévisions les plus exposées aux pressions politiques (télévisions et radio nationales), fonctionne comme garant de leur autonomie ou comme pure dénégation. En politique plus qu'ailleurs, la « base » est la dernière à pouvoir accéder à l'existence journalistique autrement que par

39—Cf. les fameuses « petites phrases » de certains hommes politiques qui occupent les commentateurs politiques et l'espace des quotidiens.

40—Plus précisément, et pour échapper au réalisme et au substantialisme que véhicule encore la notion de « groupe » utilisée ici, il serait plus juste de parler de principes très différents d'agrégation et de constitution de collectifs qui présentent, de ce fait, des degrés de cohésion sociale eux-mêmes très différents. Sur ce point, cf. P. Champagne, *Statistique, monographie et groupes sociaux*, in *Études dédiées à Madeleine Grawitz*, Paris, Dalloz, 1982, pp. 3-16. Plus généralement, sur les processus de fission ou de fusion des groupes qui ne peuvent guère être appréhendés que de façon structurale, voir E. E. Evans-Pritchard, *Les Nuer*, Paris, Gallimard, 1968.

l'intermédiaire de porte-parole qui parlent à sa place ou de représentants qui négocient en son nom. «C'est ce qui passe le mieux à la télévision qui paraît le plus réel», déclarait un producteur de télévision. De fait, la base, anonyme, diverse, hétéroclite, bafouillante et contradictoire passe mal, sauf exception, à la télévision ; elle ne suscite guère non plus l'intérêt des journalistes de la presse écrite, tant cela supposerait un travail long et coûteux, peu compatible avec le fonctionnement de la presse. Les porte-parole sont par contre toujours à portée de micro du journaliste et savent, de surcroît, en bons professionnels de la communication, se présenter et s'exprimer, bref se montrer et parler à la place des autres. Les représentants, qu'ils soient nationaux ou locaux, qu'ils représentent des groupes réels ou des collectifs abstraits, constituent toujours pour les journalistes le plus court chemin parce que le plus rapide et le plus économique pour accéder à la base ; ils tiennent lieu de base : ils sont pris comme informateurs de la base et parfois pour la base elle-même. Un bon journaliste, dit-on souvent dans le milieu de la presse, c'est quelqu'un qui a un bon carnet d'adresses. C'est dire, sous une forme euphémisée, que le journalisme c'est l'art de se servir et de servir les représentants les plus divers (41).

La définition socialement dominante de la politique tend inéluctablement à se réduire aux joutes oratoires, aux interviews exclusives ou aux déclarations officielles de représentants de collectifs sociaux — corps électoraux, catégories socio-professionnelles ou groupes d'intérêts transformés en groupes de pression — qui sont parvenus à entrer, avec l'aide de la presse, à l'intérieur du cercle magique que constitue l'espace politique. Cependant il serait sans doute encore naïf de caractériser cette situation,

comme le faisait il y a quelques années un politologue, comme une «démocratie sans le peuple» (42) ; c'est, en effet, encore concéder beaucoup trop au champ politique que de laisser croire implicitement qu'une démocratie «avec le peuple» puisse exister. Mais les politologues sont-ils les mieux placés pour apercevoir que le «peuple» pas plus que la «culture populaire» ou la «paysannerie» n'existent réellement et qu'ils ne sont que des concepts ambigus, à géométrie variable, qui sont utilisés dans les luttes symboliques pour la domination ?

41— Pour donner un exemple, pris dans l'agriculture, de cette relation ambiguë dans laquelle on ne sait pas qui se sert de l'autre, on peut citer le cas de ce journaliste de télévision qui, voulant illustrer le fait que «les revenus des agriculteurs baissaient», s'était adressé, pour trouver rapidement un exemple concret, à la Chambre d'agriculture d'un département proche de Paris. Celle-ci lui ayant indiqué un agriculteur, le journaliste débarque chez lui avec tout son matériel et met au point une petite mise en scène : la femme de l'exploitant doit faire ses comptes et le mari, après s'être penché quelques instants vers son épouse, répond aux questions du journaliste et déclare que ses revenus sont en baisse et que, l'année passée, il n'a pu partir que 15 jours en vacances au lieu de trois semaines habituellement. Le journaliste a dû refaire plusieurs fois la prise, tant le couple semblait peu convaincant. Finalement après avoir donné des indications sur la façon de jouer leur rôle, le journaliste obtiendra une prise acceptable pour passer au journal télévisé. Pour compléter cette anecdote, rapportée sportivement par le journaliste lui-même lors du II^e Festival du film rural, il faut ajouter, ce que les téléspectateurs ne surent pas, que l'agriculteur en question, l'un des plus importants de son département, était le président de la Fédération départementale du syndicat des exploitants agricoles et que pendant ses vacances il faisait des safaris en Afrique.

42— M. Duverger, *La démocratie sans le peuple*, Paris, Éd. du Seuil, 1967.